

L'ASIE FRANÇAISE

BULLETIN MENSUEL

DU

COMITÉ DE L'ASIE FRANÇAISE

Publié sous la direction de M. Henri Froidevaux

Administration et rédaction de l'ASIE FRANÇAISE : PARIS 6^e, 21, RUE CASSETTE.

Téléph. LITRÉ 97.39. — Chèques postaux : PARIS, N° 1900.

SOMMAIRE

Le Comité. — Nos morts : le Marquis de Moustier; le général Messimy	249
La Rivalité anglo-russe en Asie centrale : le Bolchévisme et l'Islam asiatique, par F. TAILLARDAT	250
Le Communisme aux Indes anglaises, par B. NIKITINE	262
L'organisation de l'enseignement populaire en Indochine, par P.-B. DE LA BROUSSE	264
Indochine. — Le marché des céréales et la balance commerciale. — L'exploitation des chemins de fer. — Une nouvelle ligne aérienne. — Un exposé de la situation en Cochinchine. — La Fédération des Syndicats d'agriculteurs et d'exportateurs de riz. — L'Office du riz. — Les irrigations en Annam. — Les auto-rails au Tonkin. — La bibliothèque centrale de Hanoï	266
Levant. — Le statut douanier des Pays sous mandat français à la Conférence impériale. — Accord frontalier avec la Palestine. — Mort du Président Charles Debbas. — Les Assyro-Chaldéens dans le Ghab syrien. — Le Congrès sioniste de Lucerne. — Les vœux du Congrès musulman relatifs à la Palestine. — Unité douanière de la Palestine et de la Transjordanie. — Liquidation de l'insurrection des Mountefik. — La propagande communiste. — Collaboration soviétique. — Relations économiques avec la Grèce. — Un jugement sur le colonel Lawrence	272
Extrême-Orient. — Chine. — Mort de M. Wilden. — Le bloc nippon-mandchou-chinois. — Nankin et Canton. — Réformes judiciaires. — L'adultère dans le nouveau Code pénal. — L'entraînement militaire des élèves des écoles secondaires. — Visite de trois Thibétains au Tonkin	277
Japon. — Le voyage de Sir Frederic Leith Ross. — Négociations russo-japonaises sur les pêcheries. — Abolition du droit japonais d'exterritorialité au Mandchoukouo	279
Bibliographie	280
CARTE	
Territoires irrigués de l'Annam	271

A NOS LECTEURS

Comme nous l'annoncions au début de notre livraison d'août-septembre, l'Asie française reprend avec le mois d'octobre sa périodicité normale. L'époque des vacances est terminée ; il n'est donc aucune raison qui légitime encore une publication bimestrielle, et non pas mensuelle, de ses numéros, qui paraîtront désormais régulièrement de mois en mois.

NOS MORTS

La lecture des journaux quotidiens a fourni à nos amis, pendant les mois des vacances, la preuve que la mort frappait rudement le Comité directeur de l'Asie française. Après lui avoir, depuis le début de l'année 1935, enlevé quelques-uns de ses membres les plus éminents, en particulier Mgr de Guébriant (à qui notre bulletin rendra hommage dans son prochain numéro), elle l'a encore privé, au cours des mois d'été, de la collaboration de deux personnalités : le marquis de Moustier et le général Messimy.

Le Marquis de Moustier

Le sénateur Pierre-René de Moustier a été frappé le premier : le 22 août, il est mort subitement en son château des Grangés-Maillot, à l'âge de 85 ans. La seule indication de son âge permet de comprendre pourquoi le marquis de Moustier ne paraissait plus depuis plusieurs années à nos réunions, bien qu'il fût, depuis 1913, un des vice-présidents du Comité de l'Asie française ; il réservait toutes ses forces pour les sessions du Conseil général du Doubs, dont il était président. Il était entré dans notre Comité quelque temps avant la Grande Guerre, et lui avait alors témoigné un amical intérêt ; au moment où disparaît le marquis de Moustier, nous avons le devoir de le rappeler ici.

Le général Messimy

Si le marquis de Moustier a été pendant longtemps un des membres de notre Comité, le général Messimy n'a vraiment fait qu'y passer ; il venait à peine d'y entrer, en effet, et d'en prendre la présidence quand il a été frappé par la mort.

Lors du décès du général Messimy (1^{er} septembre 1935), tous les journaux ont esquissé la brillante carrière politique du feu sénateur de l'Ain ; aussi ne ferons-nous qu'en rappeler les grands traits. Il était né à Lyon en 1869 et avait débuté, après être passé par l'École spéciale militaire, par servir pendant plusieurs années dans l'armée. Il la quitta dès 1899 et, assez tôt après, entra dans la carrière politique, où l'introduisirent en 1902 les suffrages des électeurs de Paris. Réélu en 1906, puis en 1910, il devenait ministre des Colonies l'année suivante ; tôt après (1911-1912), il passait à la Guerre, où il rentrait en juin 1914, au moment de la tension franco-allemande et au début de la Grande Guerre ; mais, dès le mois d'août 1914, il quittait la rue Saint-Dominique et allait, en qualité de chef de bataillon de réserve, reprendre sa place dans l'armée. C'est alors qu'il fut successivement promu lieutenant-colonel, puis colonel, et enfin général de brigade, et mérita plusieurs citations à l'ordre du jour de l'armée. Elu sénateur de l'Ain en juin 1923, il occupa ce siège par la suite jusqu'à son dernier jour et joua un grand rôle au Sénat comme président de la Commission de l'Armée. Il témoigna également un grand intérêt pour les questions coloniales, qui avaient de bonne heure retenu son attention ; tout récemment encore, à la Conférence impériale tenue à Paris au début de 1935, Messimy joua un rôle important en qualité de président de la Commission de l'Outillage.

Ce sont précisément ses interventions au Sénat en faveur des colonies, ses rapports, ses études économiques qui ont fait choisir, après la mort du regretté sénateur Maurice Ordinaire, son collègue le général Messimy pour président des deux Comités de l'Afrique et de l'Asie françaises. Malheureusement, notre nouveau président n'a pas eu le temps, à la tête de ces deux Comités, de donner toute sa mesure. Quelques mois à peine après son élection, et alors qu'il venait seulement de prendre contact avec ses nouvelles fonctions, la mort le fauchait de la façon la plus subite et la plus inopinée.

A peine avait-il commencé de se mettre à l'étude des questions d'Asie, au courant desquelles il était beaucoup moins que des affaires d'Afrique. Ce n'est pas à dire qu'il ne s'en fût jamais soucié, mais il ne l'avait fait que de manière intermittente, encore que de façon vraiment efficace. C'est ainsi que, voici une trentaine d'années, le général Messimy ayant lu des correspondances adressées du Tonkin au *Journal des Débats* par un de nos collègues du Comité de l'Asie Française, pour dénoncer certains abus des monopoles en Indochine, se fit le champion d'une réforme qui aboutit, au moins partiellement. Cette intervention était dans la nature d'un homme qui était tout d'action et voulait conclure non par des mots, mais par des résultats tangibles.

Sa disparition, qui a suivi de si près sa nomination à la présidence de notre Comité, n'a pas permis à ce caractère de donner des suites positives à nos travaux, mais il l'aurait fait et sa mort nous prive d'une force particulièrement apte à assurer toute son efficacité à l'œuvre d'une association comme la nôtre.

Nous acceptons avec reconnaissance les listes de noms pour la propagande que MM. les Abonnés voudraient bien nous adresser.

La rivalité anglo-russe en Asie centrale (1)

Le Bolchevisme et l'Islam asiatique

« Vous viendrez à bout de l'Occident par l'Orient », affirmait Lénine. Ce mot d'ordre a été scrupuleusement suivi par les membres directeurs de la III^e Internationale et Staline, de son vrai nom Djoughachvili, Zinoviev-Radomysslsky, Kamenev-Rozenfeld, Sokolnikof-Brillante, Unschlicht-Yourovsky, Trotsky-Bronstein, Boukharine, Tomsy-Efremof, furent les fidèles exécuteurs du testament politique d'Oulianof-Lénine, dont les idées constituent une vérité incontestable pour chaque communiste orthodoxe ainsi que pour tout représentant du pouvoir soviétique.

Pour bien comprendre le problème si complexe de la rivalité anglo-russe en Asie, il convient d'abord d'en fixer, de façon aussi nette que possible, tous les éléments actuels et, en premier lieu, de ne pas oublier qu'un flux profond d'idées nouvelles a envahi peu à peu l'Asie. Pendant longtemps les peuples asiatiques ont cru à la supériorité de notre civilisation. Certains même, comme le Japon, et pour des buts très spéciaux, s'efforcèrent, un jour, de s'y adapter. Puis Tsoushima, Moukden, Port-Arthur et bien plus tard Afium-Karahissar, ont montré que la race blanche n'était pas invincible. Cette leçon, qui n'avait certes pas été oubliée, s'ajoutant à celles que l'on avait aisément tirées de la guerre de 1914, a fait dire à beaucoup qu'une civilisation capable d'enfanter pareille abomination ne saurait prétendre à dominer le monde. Et les apôtres de l'Asie, les Tagore, les Gandhi, les Okakura, les Ikuta Choko, les Kou Ming, s'accordant avec ce qu'il y a de plus destructeur dans les doctrines soviétiques, et aussi, hélas ! dans notre civilisation actuelle, proclamèrent que la paix et le bonheur ne seraient assurés aux hommes que « le jour où l'Asie aurait chassé les blancs ».

Cet appel à la révolte venait à son heure et le continent asiatique, faisant écho, semble-t-il, au bouleversement qui venait de transformer l'Europe, entra dans une fermentation intense. Des systèmes de gouvernement vieux de plusieurs siècles s'écroulèrent avec fracas. Pour la première fois, dans le monde musulman, l'idée nationale a pris une puissance plus grande que l'idée religieuse. Des Etats dont la constitution n'était autre, hier encore, que la seule doctrine du Prophète, s'organisent sur la base unique de l'idée de patrie.

Les causes de cette transformation sont con-

(1) Cf. les premiers articles du commandant Taillardat dans les numéros d'avril et d'août-septembre 1935 de *l'Asie française* (p. 106-107, et carte, p. 214-220).

mes. D'une part, l'idée de solidarité politique et religieuse musulmane, c'est-à-dire le panislamisme, n'a pas résisté à la guerre ; d'autre part, les principes wilsoniens semés à travers le monde ont trouvé en Asie un terrain de culture des plus favorables ; enfin le bolchevisme, pour des fins nettement personnelles, est venu dresser des millions d'êtres humains contre l'Occident. En rompant avec des traditions religieuses ancestrales et en inaugurant une politique étrangère indépendante, le mouvement kémaliste a prouvé que cette révolution était possible, et des Nations qui, hier encore, pour des raisons de sectes, s'ignoraient presque l'une l'autre, travaillent à se rapprocher et à vivre en bonne intelligence.

C'est ainsi que la Turquie sunnite et la Perse chiite, qui furent de tous temps rivales et ennemies, se trouvent maintenant liées par une étroite amitié et que la Péninsule asiatique, autrefois divisée en une multitude de taches plus ou moins indépendantes, tend à s'unifier de plus en plus.

Ce ne sont plus des Khalifes, des Emirs, des Softas ou des Imams qui les dirigent ; ce sont des hommes politiques, ayant presque toujours une culture scientifique, qui président à leur destinée.

Pour la première fois, ces peuples paraissent comprendre qu'ils ont des intérêts communs et que, pour les défendre, ils ont avantage à s'unir et à coopérer. Si l'on ajoute que ce sentiment nouveau va être soutenu, exacerbé, puis canalisé, orienté par le bolchevisme, on comprendra aisément que toute étude sur la rivalité anglo-russe en Asie doit comporter, obligatoirement, un exposé des principes de Lénine en ce qui concerne plus particulièrement les possibilités asiatiques du bolchevisme et l'attitude des chefs moscovites à l'égard de l'Islam.

*
**

Nous n'avons pas la prétention d'indiquer dans les détails ce que fut la politique des Soviets en Asie. Ce sujet, beaucoup trop vaste, demanderait de longs développements. Plus modestement, nous désirons faire une synthèse de la politique soviétique en pays d'Islam. Après avoir rappelé les principes généraux qui présidèrent à cette action et indiqué l'attitude des communistes à l'égard de la religion musulmane en général, nous étudierons les conséquences de cette politique dans le Turkestan russe d'abord, puis dans les pays turcs et enfin en Perse et en Afghanistan.

I

Pour déterminer l'exacte orientation des Soviets, il faut se rappeler que la frontière occidentale de la Russie se confond avec celle de l'Asie ; qu'au triple point de vue moral, intellectuel et politique cette immense plaine, amorphe, étendue entre deux mondes, devait fatalement, comme l'a écrit M. Serge de Chessin (1),

servir d'éternelle arène à la lutte de l'Orient contre l'Occident ; qu'elle a été asiatique avec les Tartares et les Soviets, européenne avec les grands Romanofs et que « cet entrecroisement d'influences, ces alternatives de tyrannies, ces chocs perpétuels de dominations rivales ont fini par lasser si profondément la glèbe inconsciente de la steppe russe, qu'elle est devenue, peu après, un simple réceptacle historique, une terre toujours vacante à l'usage de nouveaux maîtres ». Si les origines tartares de Lénine n'étaient officiellement établies, son faciès kalmouk, la saillie mongole des pommettes, la coupe bridée des yeux, l'épaisse animalité de la lèvre et des narines suffiraient, en l'absence de toute recherche généalogique, à révéler une parfaite affiliation au type touranien.

Parmi la descendance spirituelle du maître, pas un aryen de sang pur ; des sémites virulents, des métis qui se ressentent des invasions de la Horde d'Or, des Scythes qui grimacent sous un affublement slave. La révolution mondiale est aux mains de Zinovief et de Staline, d'un formidable juif et d'un métèque oriental. Et, pour atténuer l'âpre exotisme de ces origines, pour apaiser la fermentation d'un sang acide, pour discipliner les véhémences de la pensée, pas une trace d'éducation classique : après le ghetto lithuanien et le bazar de Koutaïs, une formation dans le vide, en dehors de l'Europe ; une féroce accumulation de rancunes ; une préparation de diaboliques vengeances sous prétexte de nihilisme moral, social, intellectuel. Envisagé à vol d'oiseau, le bolchevisme russe est une doctrine sémitique appliquée, sans la moindre atténuation européenne, par des Asiatiques primaires.

Ce qu'il emprunte à l'Occident, c'est le perfectionnement de l'outillage technique, les procédés mécaniques dont s'accommodent son « matérialisme économique » et ses rêves de domination universelle : la machine sans âme pour industrialiser la guerre.

Pour que l'Europe devienne communiste, il faut donc qu'à l'exemple de la Russie, elle soit tout d'abord *déspiritualisée, déchristianisée*, qu'elle perde, en un mot, la mentalité et la foi qui opposent des digues encore trop robustes à la poussée orientale.

On ne saurait évidemment mieux synthétiser la similitude qui existe entre un sol, une race et ses chefs. Dès 1910, Lénine écrivait : « Les vrais peuples d'avant-garde sont les peuples asiatiques. L'Europe est un continent arriéré ». Dès qu'il fut au pouvoir, il proclama à maintes reprises que la Russie rouge était une puissance asiatique et que ce serait grâce à l'Asie qu'elle arriverait à vaincre l'Europe nationaliste et impérialiste. Grâce à lui, Moscou est devenu une Mecque à l'usage de toutes les revendications nationales, et Zinovief a pu dire non sans raison : « Oui, l'ennemi a remporté sur nous des avantages indiscutables en Occident ; mais il existe un autre front, un front décisif, un front dont dépend l'issue définitive de toute la lutte : le front oriental ».

De son côté, Staline a défini, quelques années plus tard, la méthode qu'il convenait d'appliquer à chaque pays :

1° Dans les pays comme le Maroc, dépourvus

(1) Serge de Chessin, *La mobilisation de l'Asie* (Revue des Deux-Mondes, février 1926).

de prolétariat industriel et où la bourgeoisie locale forme un bloc hostile au capitalisme européen, les communistes doivent collaborer à la création d'un front national unique contre l'impérialisme ;

2° Dans les Etats comme la Chine et l'Égypte, où le bloc bourgeois s'est dissocié, mais sans avoir lié partie avec l'impérialisme, les communistes doivent s'appliquer surtout à la formation d'une alliance entre les petits bourgeois nationalistes et les ouvriers révolutionnaires ;

3° Enfin, dans les pays comme l'Inde, où les éléments bourgeois pactisent avec la bourgeoisie impérialiste et combattent l'œuvre de libération, c'est au prolétariat seul qu'il appartient de se mettre à la tête du mouvement national.

Les ordres de la III^e Internationale n'ont donc rien d'intransigent. Ils s'adaptent à toutes les situations et, selon le précepte classique de Tchadaef, « tout ce qui contribue à la victoire de la Révolution est légitime », Moscou soutiendra « tous les Piémonts africains et asiatiques. Elle tendra une main fraternelle aux Cavours jaunes et aux Bismarcks nègres. Elle deviendra l'arsenal, la frontière, le banquier des moindres tribus qui revendiqueront leur indépendance et massacreront les missionnaires chrétiens ».

Maître en Russie, le bolchévisme plante sur les tours bulbeuses du Kremlin l'orgueilleux drapeau « Moscou capitale des États-Unis d'Asie ». Réalisant ainsi, en se servant du nationalisme qu'il créera au besoin de toutes pièces le rêve asiatique des Tsars blancs, il étend son ombre immense sur l'Asie entière, avant d'entreprendre la conquête du monde. Ce souci de domination sur l'Asie n'est pas une simple velléité. Il se traduit, depuis 1917, par une suite ininterrompue de conquêtes, de luttes, de traités, d'annexions.

L'appel fait aux forces barbares par la III^e Internationale date de la fondation de cette dernière. Le défaitisme, dont la « fraternisation » que prêchent aujourd'hui les apôtres de Moscou n'est qu'un succédané, date de la guerre, de Zimmerwald et de Kienthal. Mais, dès ce moment, Lénine songeait à soulever les colonies et les pays orientaux. L'Allemagne l'autorisa à rentrer en Russie en traversant son territoire, non seulement pour développer la révolution russe dans le sens d'une paix honteuse en provoquant la débâcle de l'armée russe, mais encore parce qu'elle comptait bien sur la propagande léniniste pour soulever les Indes et l'Orient contre les Alliés et surtout contre la Grande-Bretagne.

Grâce à notre victoire, ce programme ne fut pas alors rempli tout à fait, mais la III^e Internationale ne l'abandonna pas pour cela.

La huitième des vingt et une conditions qui furent imposées aux communistes français pour adhérer à l'Internationale de Moscou — aux communistes français et à ceux de tous les pays — était la suivante :

Dans la question des colonies et des nations opprimées, il est nécessaire qu'une attitude particulièrement marquée et claire soit prise par les partis dont la bourgeoisie est en

possession des colonies et opprime d'autres nations. Tout parti qui désire appartenir à la III^e Internationale est tenu de démasquer les manigances de ses impérialistes dans les colonies, d'appuyer, non seulement par des paroles, mais par des faits, les mouvements libérateurs des colonies, de cultiver dans le cœur des ouvriers de son pays des relations vraiment fraternelles avec les populations ouvrières des colonies et des nations opprimées et de mener, dans les troupes de son pays, une agitation systématique contre toute oppression des peuples coloniaux.

On accuse, bien à tort, la politique russe d'être secrète. Tout, au contraire, y est parfaitement limpide. Son but est de susciter la révolte dans tous les pays. Il n'est pas de se battre à leur place contre les puissances européennes ; on les y aidera simplement.

Pour cela, il faut d'abord créer un état d'esprit prérévolutionnaire ; puis organiser les masses mécontentes, et enfin posséder un état-major de la révolte qui sera évidemment dépositaire des directives de Moscou.

Partout, dans toute l'Asie comme en Europe, on trouvera la même méthode, et si l'on veut bien se souvenir de ce que disait Lénine au 2^e Congrès de la III^e Internationale : « L'idée des Soviets est si simple, elle est si accessible aux grandes masses de la population qu'elle peut s'acclimater partout », on se rendra peut-être compte du danger que fait courir le bolchévisme à la civilisation européenne.

En ce qui concerne le travail des communistes russes en Anatolie, au Turkestan et en Asie centrale, il a été présenté, pour la première fois, en 1920, dans le rapport que fit Elliana, « chef de la section de propagande en Orient ».

Elliana qui, dès 1918, était président de la commission chargée plus spécialement de la propagande en Turquie, reçut en août 1919 la mission d'organiser un travail fructueux au Turkestan et en Asie centrale. Il était remplacé à Constantinople par Koudish, qui se cachait sous le pseudonyme de Katz (1). Lénine lui avait donné comme adjoints : Broïdo, Bikia, Kouïbichef et Samorof. Partant de ce principe que les populations indigènes ne comprendraient rien aux théories communistes pures, les commissaires décidèrent d'adapter leur mission à l'entendement des peuples auxquels ils auraient à faire. Pour cela on prêcherait la haine de l'étranger, l'amour du nationalisme étroitement limité à la race ou à la tribu, et on offrirait l'appui de la Russie soviétique devenue, grâce à la révolution, la grande protectrice de tous les affranchissements. Les idées wilsonniennes, savamment édulcorées et les promesses imprudentes des alliés fourniraient son thème général à toute la propagande. De cette façon, on espérait unir les peuples disparates de cette Asie lointaine, les souder en un bloc que la Russie soviétique pourrait utiliser comme pont entre les pays limitrophes de l'Orient en attendant de les dresser contre les positions occupées par le monde euro-

(1) Que nous retrouverons d'ailleurs aux côtés de Mustapha Kemal aux heures héroïques du nationalisme anatolien.

péen, l'Angleterre étant particulièrement visée.

En août 1920, Elliana réunit à Samarcande le « premier congrès rouge ». Le succès dépassa les espérances les plus optimistes. Non seulement les délégués du Pamir, de l'Afghanistan, des peuplades de l'Himalaya y prirent part, mais aussi des représentants de l'Inde centrale, de Madras, de Delhi, de Macassar, de Calcutta, de Bombay et même de Ceylan ; au total, environ quinze cents délégués inspirés d'une même idée, d'un seul but : conquérir leur liberté et rompre les chaînes de l'esclavage politique et social qui leur était imposé. Au point de vue tactique, le congrès de Samarcande ouvrait donc la route des Indes, de l'Iran et de l'Asie centrale, permettait de nouer des relations suivies avec la Turquie, l'Arabie et l'Égypte et assurait le recrutement de tous les agitateurs que l'on allait pouvoir grouper et instruire dans des écoles spéciales. Peu après, en octobre 1920, « l'Union pour la libération des peuples de l'Orient », à laquelle la jeune Turquie kémaliste participait officiellement, et l'Organisation Somolovostok (Union socialiste de la jeunesse d'Orient) allaient pouvoir utiliser l'ardeur néophyte de ces agitateurs. C'est ainsi que, de mars 1920 à décembre 1931, 350 instructeurs chefs, 950 Indous, 540 Tadjiks, 184 Karakirghiz et Turkmènes, 1.100 Sartès et Afghans, 64 Musulmans du Caucase, 284 Khiviens et Boukhariens, des Mongols, des Thibétains, des Persans, des Arabes, essaimèrent dans tout l'Orient. Et comme si cette multitude d'agents provocateurs ne suffisait pas, les Soviétiques ouvrirent des filiales de cette école dans le Turkestan, en Chine et dans l'Inde, où les centres de Bénarès et de Delhi se sont fait particulièrement remarquer, en s'infiltrant dans tous les groupements nationalistes et en exaltant la haine des indigènes contre les impérialistes blancs.

A la fin de son rapport, daté de juin 1921, Elliana a pu écrire avec raison :

L'heure sonnera, et alors on constatera qu'avec nous se trouvent, non pas des centaines de milliers, mais bien des millions de combattants, et que nous disposons de moyens inépuisables. John Bull voit tout cela. Dans sa rage, il grince des dents, sachant que nous avons démoli la barrière de l'Inde.

Mais l'étape la plus importante, celle où la révolte de l'Asie fut vraiment organisée, date de la réunion du premier congrès des peuples de l'Orient, qui eut lieu à Bakou, sous la présidence de Zinovief, le 2 septembre 1920.

Ce congrès se distingua par une haine implacable contre l'Entente et particulièrement contre l'Angleterre, « cet ennemi commun des peuples asservis », « ce vautour universel », « ce peuple qui n'a rien en dehors de sa rapacité sauvage et de sa cupidité sans bornes ».

Camarades frères, disait Zinovief dans sa péroraison, le temps est arrivé où vous pouvez organiser la véritable guerre contre les voleurs et les oppresseurs. L'internationale communiste s'adresse aujourd'hui aux peuples de l'Orient et leur dit : *Frères, nous vous invitons avant tout à la guerre*

sacrée contre l'impérialisme anglais. Que cette déclaration soit entendue partout où sont encore au pouvoir les capitalistes, à Londres, à Paris et ailleurs.

Après ce discours, le compte rendu officiel du Congrès indique que tous les délégués, venus de tous les points de l'immense Asie,

ont bondi tumultueusement de leurs sièges, brandissant leurs armes, prêts à se ruer immédiatement sur leurs oppresseurs.

C'était l'explosion d'une haine implacable, d'une soif ardente de libéralisme. C'était la première étincelle gigantesque s'allumant en Orient. Dans cet incendie seront brûlées toutes les chaînes du servage imposées aux peuples de l'Orient par l'impérialisme de l'Europe, par les gouvernements bourgeois de l'Angleterre et de la France.

Les sentiments du congrès se sont affirmés avec éclat dans le manifeste qu'il a adressé aux peuples de l'Orient. Après avoir invité les travailleurs du monde entier à se dresser contre l'impérialisme britannique, ce manifeste se terminait ainsi :

Peuples de l'Orient, voyez ce qu'a fait l'Angleterre dans l'Inde, en Turquie, en Perse, en Mésopotamie et en Arabie. Elle étend son influence dans le Turkestan, en Azerbaïdjan, dans le Daghestan et le Caucase du Nord. Partout on trouve ses agents. Elle jette l'or d'une main prodigieuse, l'or ramassé dans le sang des peuples asservis.

Selon la parole de Bela Kuhn, le congrès de Bakou

a couvert l'arrière de la révolution en Occident, fortifié l'union fraternelle des prolétaires et des paysans de l'Orient et de l'Occident et préparé la marche de l'armée rouge d'Orient contre tous les impérialismes.

Il a ainsi justifié la prédiction de Lénine : « La taupe révolutionnaire est à l'œuvre. Elle creuse la terre sous les pieds du capitalisme ». Partout, dans tout le monde, l'U.R.S.S. se pose comme le seul allié et le seul défenseur des peuples opprimés. Comme l'a écrit Voytinsky dans le *Novy Vostok*,

Ce fait est maintenant connu des peuples qui habitent la Chine centrale et méridionale, le Thibet, le Turkestan chinois et la Mongolie. L'Afghanistan, qui lutte héroïquement pour son indépendance a, en la personne de l'U.R.S.S., un allié fidèle tout prêt à le défendre contre les attaques des bandits impérialistes. Le peuple turc sait bien, lui aussi, que son unique amie est l'U. R. S. S.

L'issue de la lutte ainsi engagée est déterminée par le fait que la Russie, la Chine, l'Inde et les pays d'Islam représentent l'immense majorité de la population, et comme l'Europe a bien imprudemment, selon la formule de M. P. Valéry, rendu la force proportionnelle aux masses, l'issue de la lutte ne ferait pas de doute si l'on ne tenait compte de ces impondérables qui, quoi qu'on en dise, font souvent dévier le destin des peuples.

Quelques années plus tard, Rykov, Président du Sovnarkom, traitant la question de la politique asiatique des Soviétiques, disait :

Les masses populaires de l'Orient s'intéressent de plus en plus à certains faits de la politique internationale, par exemple, à notre traité avec la Chine, à nos rapports avec le Turkestan, à l'Arménie soviétique renaissante... Les

Bonnes politiques de l'Europe occidentale ont parfaitement raison quand ils affirment que la fermentation qu'on observe chez les peuples coloniaux opprimés est idéologiquement liée à la Russie des Soviets et au Komintern. La République des Soviets et le Parti Communiste de Russie se sont proposé de libérer les nations opprimées... Notre union... a commencé de mettre ce programme à exécution, elle l'exécute et elle l'exécutera.

Cette action, comme bien l'on pense, est scientifiquement préparée. Elle fut à l'origine œuvre d'intellectuels. Imaginée par Lénine, elle fut organisée par le juif Veltmann, dit Pavlovitch, sous le nom d'« Association scientifique pour l'étude de l'Orient », association fonctionnant auprès du Comité Central exécutif de l'U.R.S.S., qui y consacre de longs efforts et des ressources considérables. Elle a des filiales spécialisées dans l'étude et l'action. La section de l'Orient central travaille les Indes et l'Afghanistan ; la section d'Extrême-Orient s'occupe de la Chine et du Japon ; la section du proche Orient, de la Syrie, de la Perse, de l'Irak, de l'Arabie et de la Palestine. La section féminine s'attache à l'étude du travail et de la vie des femmes en Orient. Quant à l'« Université communiste des travailleurs de l'Orient » et à l'« Institut des langues vivantes orientales », ils dirigent et contrôlent les multiples écoles supérieures du même genre qui ont été créées dans les principales villes de l'Asie : l'Institut pour les études orientales, les instituts Marimanof, Sun Yat Sen, les facultés orientales de Kazan, de Perm, de Tomsk, de Simféropol, Samarcande, Kharkof, Bakou, Saratof, de l'Oural et de la Sibérie, l'institut Tartare, la faculté d'Extrême-Orient. Tous et toutes travaillent avec ardeur à former des agitateurs orientaux et des moniteurs destinés à d'autres centres, centres dits scientifiques comme le Bureau de l'Asie centrale, du P. C., de l'U.R.S.S., ou de Tachkent par exemple (1).

Et l'on pourrait multiplier à l'infini ces citations. Remarquons simplement que la tactique employée par les Soviets pour détruire la puissance européenne en Asie est basée sur une connaissance approfondie de la psychologie des peuples, qu'elle est infiniment souple et qu'elle a su profiter avec art des espérances nées des promesses wilsonniennes.

Ces « fausses idées claires », comme on les a si justement qualifiées, ont été divulguées au monde par le fameux discours du 8 janvier 1918 et développées dans celui du 27 octobre 1918 au « Metropolitan Opéra de New-York ».

Comment les alliés ont-ils pu se faire illusion sur les embarras de toutes sortes que ces principes équivoques allaient susciter ? Et pourquoi n'ont-ils pas adopté la position critique prise par beaucoup d'Américains eux-mêmes en face de l'idéologie nébuleuse de leur Président ? Théodore Roosevelt, un des adversaires les plus résolus du wilsonisme, dénonçait cependant, in-

lassablement, ce qu'il appelait l'action révolutionnaire de la Maison Blanche. Le discours du Président Wilson sur l'avènement prochain de la Démocratie universelle lui arrachait un démenti formel : « Non, déclarait-il, nous ne lutterons pas pour frayer la voie à la Démocratie dans le monde ».

Mais la presse européenne ne voulait rien entendre de ces échos défavorables et les rêves utopistes du Président devinrent l'évangile de l'ancien monde.

Certes Wilson fit de son mieux en Europe, mais, d'emblée, il dut pactiser avec cet impérialisme dont il avait juré de ne pas tenir compte. Il n'en a pas moins puissamment contribué à exciter chez presque tous les peuples orientaux des ambitions immenses. Turcs et Indous, Chinois et Javanais, Indo-Chinois, Bouddhistes et Musulmans objectent sans cesse à la domination européenne les principes wilsonniens. C'est au nom des quatorze points que les Turcs se sont insurgés contre le traité de Sèvres. C'est en se réclamant de Wilson que les Swarajistes indous luttent pour le Home Rule complet, et c'est enfin par la doctrine de Wilson que M. Tchitchérine répondait à l'envoyé du *Petit Parisien* qui l'interrogeait en janvier 1925 sur le réveil de l'Asie :

« Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, leur développement dans l'indépendance, leur association à toutes les conquêtes de la civilisation moderne, voilà les problèmes que les peuples d'Asie doivent envisager.

« Le trop illustre Commissaire, comme l'écrit M. Muret, prenait de toute évidence un méchant plaisir à parler ainsi. » C'était faire entendre à mots couverts à un représentant de l'Entente : « Vos amis ont jeté des cailloux en l'air et maintenant ils vous retombent sur la face : c'est bien fait ».

Le Président Wilson a pu croire en mourant qu'il avait échoué, mais déjà les événements montrent que sa voix n'a pas résonné dans le désert. Il a répandu dans le monde un ferment révolutionnaire d'une violence inouïe et d'une efficacité sans pareille (1) qui, servi par la puissance machiavélique de la Russie, revenue à un état nébuleux qui fait qu'elle n'est ni européenne, ni asiatique (2), étend lentement, à travers le monde, son influence pernicieuse, sapant même les fondements de la civilisation méditerranéenne.

II

Dès mai 1917, après la première révolution russe, les musulmans de Russie avaient cherché à définir l'attitude qu'ils allaient adopter à l'égard du gouvernement provisoire. Deux tendances s'étaient manifestées. Les unitaristes, dirigés par Gaïaz Ishakof, étaient partisans de « l'Union intime de tous les groupements ethniques en un seul Etat à la fois puissant et com-

(1) Voir à ce sujet : G. Gautherot, *Le Bolchevisme aux colonies* (Librairie de la Revue française, A. Redier).

(1) M. Muret, *Le Crépuscule des nations blanches* (Payot, 1925), page 37.

(2) Certains auteurs l'ont alors qualifiée d'*Eurasie*.

pact ». Les fédéralistes, plus nombreux et plus énergiques, ayant à leur tête Rassoul Zadé, concevaient une forme de gouvernement basé sur deux principes :

1° Un principe s'adaptant aux intérêts généraux de la nation ;

2° Un principe en faveur du développement individuel des nationalités faisant partie de la Grande Fédération Russe.

Caractérisant les relations russo-musulmanes, le président du Congrès, dans son discours de clôture, s'exprimait en ces termes :

Le pays qui, pendant longtemps, a rempli envers nous le rôle de marâtre et dans lequel, journellement, nos frères musulmans étaient humiliés, opprimés et offensés, le pays où les musulmans étaient considérés comme des citoyens de troisième ordre devient actuellement la patrie, notre mère. Cette patrie est menacée d'un grand danger; aussi nous tous, musulmans, réunis ici en congrès, devons-nous prêter notre appui au pays dont nous faisons partie et défendre les intérêts de cette unité qui s'appelle la Russie libre (1).

Après avoir longuement hésité, selon son habitude, le gouvernement de M. Kérensky, quelque temps avant sa chute, s'était enfin décidé à consentir une certaine autonomie aux musulmans russes de l'Oural, du Volga et du Caucase. Après la révolution d'octobre, dans ces jours de désarroi, quand la victoire des bolchevistes ne s'était pas encore affirmée sur le front intérieur et que les forces anti-communistes cherchaient un appui dans les provinces de la périphérie, l'Etat-Major bolcheviste, prêt à tous les sacrifices pour rallier à sa cause le plus grand nombre possible de partisans, reprit à son compte, en les amplifiant, les concessions faites par le gouvernement provisoire. Le décret du 2 novembre 1917, publié par la *Pravda* du 3 novembre, reconnut à tous les peuples de Russie le droit de disposer librement d'eux-mêmes.

Le droit pour les peuples de Russie de disposer d'eux-mêmes avait déjà été proclamé par le 1^{er} Congrès des Soviets en juin 1917.

Le 2^e Congrès des Soviets, du mois d'octobre 1917, confirmait ce droit d'une façon plus décisive et plus précise encore.

Exécutant la volonté des dits Soviets, le Conseil des Commissaires du Peuple, dans sa déclaration du 2/15 novembre 1917, a résolu la question des nationalités en se basant sur les principes suivants :

1° Egalité et souveraineté des peuples de Russie;

2° Droit des peuples de Russie de disposer d'eux-mêmes jusqu'à séparation et constitution d'un Etat indépendant;

3° Suppression de tous privilèges et restrictions dans le domaine religieux ou national;

4° Libre développement des minorités nationales et des groupements ethniques habitant le territoire russe.

Dès que le décret fut connu, il provoqua un enthousiasme général, et eut des conséquences auxquelles ne s'attendaient certainement pas les chefs communistes. Les peuples habitant la pé-

riphérie rompirent toutes relations avec Pétrograd et ceux du Caucase, de la Province Transcaspienne, des steppes kirghizes et du Turkestan se proclamèrent libres et indépendants pendant que des autonomistes entraient en lutte ouverte contre le pouvoir central.

En vain Moscou et les organes de propagande communiste s'efforçaient-ils de rallier la masse des travailleurs indigènes; en vain espéraient-ils un soulèvement général « des anciens opprimés »; le peuple entier, goûtant pour la première fois une pleine et complète liberté, se désintéressait des ordres venus de Moscou. Et cependant, plus que jamais, l'avenir des bolchevistes était menacé. Une terrible guerre civile, menée par les généraux Alexief, Kalénine, Kornilof, Ioudenitch, Denikine, Wrangel, l'amiral Koltchak, faisait rage et se compliquait, aux confins, par de profondes divergences nationales.

En face de cette situation lamentable, il fallait à tout prix et coûte que coûte se concilier les masses musulmanes. C'est alors que Lénine lança son fameux appel aux musulmans de Russie et d'Orient. Il était ainsi conçu :

Camarades frères !

La Russie est actuellement le théâtre de grands événements. Proche est la fin de la guerre sanglante qui a eu pour cause le partage des pays étrangers. La domination des rapaces qui ont opprimé le monde tombe. Le vieil édifice d'oppression et d'esclavage craque sous les coups de la révolution russe. Le monde des injustices sombre. Un monde nouveau se lève, un monde d'ouvriers et d'hommes libres. A la tête de cette révolution se trouve le gouvernement des ouvriers et des paysans de Russie, le Conseil des commissaires du peuple. La Russie est couverte de Soviets révolutionnaires d'ouvriers, de soldats et de paysans. Dans le pays, le pouvoir est aux mains du peuple. Le peuple laborieux de Russie brûle d'un seul désir : obtenir une paix honorable et venir en aide aux peuples opprimés du monde pour leur apporter l'indépendance.

En présence de ces grands événements, nous faisons appel aux travailleurs et aux déshérités musulmans de Russie et de l'Orient.

Musulmans de Russie, Tatares du Volga et de Crimée, Kirghizes et Tartes de Sibérie et du Turkestan, Turcs et Tatares de Transcaucasie, Tchetchènes et Montagnards du Caucase, et vous tous dont les mosquées et les oratoires ont été détruits, dont les croyances et les coutumes ont été foulées aux pieds par les tsars et les oppresseurs de Russie, vos croyances et usages, vos institutions nationales et culturelles sont désormais libres et inviolables. Organisez votre vie nationale en toute liberté. Vous en avez le droit. Sachez que vos droits ainsi que ceux de tous les peuples de Russie sont sous la sauvegarde puissante de la révolution et de ses organes, les Soviets des ouvriers, soldats et paysans.

Prêtez votre appui à cette révolution et à son gouvernement. Aux musulmans d'Orient, aux Persans, aux Arabes, aux Indiens et à tous ceux dont on a trafiqué des siècles durant, à tous ceux dont les pillards d'Europe veulent se partager les dépoilles, nous déclarons que les traités secrets du tsar déchu concernant la main-mise sur Constantinople, traités confirmés par Kérensky également déchu, sont aujourd'hui annulés. La République russe et son Gouvernement, le Conseil des Commissaires du peuple, se prononcent contre l'accaparement des pays étrangers : Constantinople doit rester aux mains des Turcs.

Nous déclarons nul le traité concernant le partage de la Turquie et le détachement de l'Arménie turque. Aussitôt

(1) Tous les textes que nous donnons ici sur la politique bolcheviste à l'égard de l'Islam sont empruntés à l'étude de M. Joseph Castagné, parue sur le même sujet dans la *Revue du Monde Musulman*, volumes 41 et 41 bis, octobre et décembre 1922 (Editions Ernest Leroux).

que cesseront les opérations militaires, les Arméniens auront le droit de se prononcer sur leur sort politique.

Comrades! Frères! Marchons tous du même pas vers une paix honnête et démocratique. Dans les plis de nos étendards, nous portons la liberté aux peuples opprimés du monde.

Musulmans de Russie!

Musulmans d'Orient!

Sur le chemin de la rénovation du monde nous attendons de vous un appui moral et réel.

Le Président du Conseil des Commissaires du peuple,
V. OULIANOF (LÉNINE).

Le Commissaire aux nationalités,
DJOUGACHVILI (STALINE).

Pour manifester de façon encore plus tangible son désir de paix et d'entente, Lénine, par décret du 9 décembre 1917, restituait au congrès des Musulmans de Pétrograd, le Coran très sacré d'Osman, qui était à la bibliothèque de Pétrograd.

Cette politique, toute de modération et de saine compréhension des intérêts locaux, ne tarda pas à porter ses fruits. Bientôt l'immense masse des musulmans qui avaient trouvé en Mulah-Nour Vakhitof, Galamzian Ibrahimof et Charil Manatof, Commissaires pour les affaires musulmanes auprès du gouvernement soviétique, des guides éclairés et énergiques, se rallia au nouveau régime, et l'on assista à cette chose paradoxale de l'alliance effective du marxisme avec une religion. Mirza Mahmet Ali Mokram, poète persan, chantera la gloire de Lénine, « qui vénérât l'Islam et que l'Islam vénérera ». Avec un sérieux imperturbable, les *Izvestia* reproduiront les cantates du poète et « Zinovief lui-même s'attendrira dans ses discours sur ce conte des mille et une nuits communistes : la divination d'un athée invétéré, Lénine, accueilli dans le giron d'Allah et récompensé par l'amour des hauris ». Gardons-nous d'en sourire, comme le recommande encore M. Serge de Chessin, car l'Asie avait reconnu Lénine pour l'un des siens et ce pur asiatique, « en faisant irruption dans la sociologie et l'histoire, y apporte la mentalité d'un Gengis Khan ou d'un Tamerlan. Sa révolution se réduira, en réalité, à l'idée asiatique d'invasion ».

Mais, à mesure qu'ils sentaient s'affirmer leur pouvoir, les Chefs bolchevistes, oubliant volontairement toutes les promesses faites, modifiaient leurs conceptions et retrouvaient, avec l'autorité, leurs idées dominatrices. Dès 1918, ils publiaient la nouvelle constitution de la R.S.F.S.R. qui stipule, en son article premier, que la Russie est une fédération libre de républiques nationales soviétiques. Ce qui veut dire que le gouvernement soviétique ne reconnaît plus aux provinces de la périphérie russe le droit à la libre disposition de leurs destinées. Les peuples allogènes restent évidemment libres de se gouverner comme ils le désirent, à la condition, cependant, que leurs aspirations nationales entrent dans le moule soviétique. Les territoires, qui s'étaient séparés sans adopter ce modèle, se virent soviétiser par force et, pour codifier cette nouvelle

organisation, les décrets des 19 mars et 4 novembre 1920 réorganisèrent le Commissariat des Nationalités selon les bases suivantes :

Attendu que l'existence des représentations des républiques autonomes soviétiques de la Fédération russe près le Comité exécutif central crée, par la forme et par le but actuellement poursuivi, un double travail en contradiction avec les principes d'économie, le Comité exécutif central de Russie et le Conseil des commissaires du peuple décrètent :

1° Conformément au décret sur la réorganisation du Commissariat du peuple pour les affaires nationales, les représentations indépendantes des républiques autonomes soviétiques et des différents groupements nationaux près le Comité central exécutif de Russie, sont confiées au Commissariat pour les affaires nationales ;

2° Toutes les questions urgentes concernant les besoins des républiques autonomes et des autres groupements nationaux en argent, vivres, moyens culturels et techniques sont résolues selon l'ordre établi par les administrations de la République soviétique russe. L'exécution de ces questions se fait par les représentations nationales et par l'intermédiaire du Commissariat du peuple aux affaires nationales ;

3° En plus de l'exécution des problèmes qui leur ont été confiés par le décret sur la réorganisation des sections du Commissariat du peuple aux nationalités (art. 5), les représentations des nationalités près le Commissariat des Nationalités auront à s'occuper du ravitaillement en temps et lieu de leurs républiques et régions autonomes dont il est parlé ci-dessus (art. 2). Elles entreront en rapport avec les Commissariats correspondants par l'entremise au Commissariat du peuple aux Nationalités.

La création d'une organisation technique indépendante n'est pas autorisée. Les représentations nationales travaillent dans le cadre fixé par le Commissariat du peuple aux Nationalités ;

4° Les représentations nationales s'organisent selon le décret sur la réorganisation du Commissariat du peuple aux Nationalités (art. 1^{er}). Dans le cas où l'une des nationalités formerait une république autonome soviétique, sa représentation près le Commissariat du peuple aux Nationalités se composera de représentants délégués au Comité exécutif central de Russie ;

5° Le Comité exécutif central de Russie se réserve le droit de confirmer le choix du personnel de la représentation nationale ;

6° Les crédits pour le paiement du personnel de la représentation sont fournis par le Commissariat du peuple aux Nationalités.

Signé :

OULIANOF-LÉNINE.

KALININE.

ENOUKIDZE.

Ainsi donc un commissaire du peuple aux nationalités est chargé de diriger le travail des délégations de chacune des nationalités de la république soviétique de Russie. Il a pour mission essentielle d'étudier toutes les questions urgentes concernant les groupements régionaux établis. Il est, en particulier, chargé de suivre très attentivement la vie économique de ces groupements et de résoudre toutes les questions litigieuses provenant de l'enchevêtrement des nationalités. Lui seul a qualité pour s'occuper de ces questions. Toute création nouvelle, toute organisation technique indépendante est formellement interdite. Comme le comité central exécutif de Russie se réserve le droit de confirmer le choix du per-

sonnel de la représentation nationale, on peut dire que, dès la fin de 1920, le principe des nationalités est définitivement rejeté par les Soviets. S'il est obligé de faire des concessions, c'est qu'il se heurte à des forces qu'il n'ose point encore affronter de face. C'est ainsi qu'il reconnaît l'indépendance complète de la Géorgie par le décret du 7 mai 1920. Mais, avant même de mettre leur signature au bas de ce texte, les commissaires bolchevistes ont déjà prévu et organisé tous les incidents qui leur permettront d'intervenir pour « libérer les travailleurs géorgiens de l'odieuse servitude capitaliste ».

Avec la suppression des fronts de guerre, à la suite de la liquidation de l'armée de Wrangel et de la paix avec la Pologne, une nouvelle théorie va apparaître en Russie. Staline l'expose en ces termes :

Certes, les nations et les races de la Russie ont le droit indiscutable de s'en emparer, et si jamais une de ces nations décidait, dans sa majorité, de le faire, comme ce fut le cas de la Finlande en 1917, la Russie n'aurait sans doute qu'à constater le fait et à sanctionner la séparation. Mais il n'est pas question ici des droits des nations, lesquels sont indiscutables, mais bien des intérêts des masses populaires, tant du centre que de la périphérie. Il est question de l'action que doit exercer notre parti s'il veut avoir une influence sur la volonté des masses de travailleurs qui font partie de ces nations. Or, l'intérêt des masses populaires nous dit que, dans la phase actuelle de la révolution, toute revendication visant la séparation des provinces de la périphérie est un acte essentiellement contre-révolutionnaire.

Cette subtilité dans l'application du principe des nationalités ne trompait heureusement personne. Peu à peu, Moscou reprenait en main la direction de tous les peuples de la périphérie. Les affaires à traiter n'étaient plus nationales, mais régionales, et l'intérêt des travailleurs, fusent-ils une minorité, primait celui des bourgeois capitalistes. Et pour qu'il n'y ait aucun doute quant à son application, cette théorie est nettement définie dans le *Soldat Rouge*, organe des Soviets pour la propagande dans l'armée.

Le pouvoir des Soviets ne reconnaît point l'autonomie nationale; par contre, il favorise entièrement le désir des peuples de posséder une autonomie régionale. Par autonomie régionale, les Soviets entendent accorder le droit à l'autonomie au monde des travailleurs d'une région, d'une province, d'un pays, quelle qu'en soit la nationalité. Il ne saurait donc être question d'accorder l'autonomie à une nationalité au détriment de l'autre...

De cet ensemble de notes, il convient de dégager les deux principes suivants :

1° Le droit incontestable des nations qui peuplent la périphérie est subordonné aux intérêts du centre ;

2° Ce même droit est également subordonné aux intérêts du parti communiste.

Et l'on peut conclure de tout ce qui précède que trois phases, bien nettes, marquent l'évolution de la politique du gouvernement soviétique :

1° La pleine liberté des nations de la périphé-

rie à fixer elles-mêmes leur statut, jusqu'à la séparation complète de la Russie ;

2° Le droit à l'autonomie de ces mêmes nations dans les limites du modèle russe de soviétisation ;

3° Toute demande de séparation de la Russie constitue un acte contre-révolutionnaire.

Pendant la première phase, les provinces de la périphérie de la Russie commencèrent à s'organiser d'après leur critérium national. Pendant la deuxième, le gouvernement soviétique procéda à la soviétisation forcée des provinces qui avaient cru à leur liberté : Caucase, Volga, Crimée. Enfin, la troisième phase est illustrée par une expédition décisive contre les anciennes provinces orientales de la Russie non encore soviétisées. L'Azerbeïdjan et l'Arménie sont conquis en 1920; la Géorgie l'est en 1921.

Comme résultat, au lieu de la « Libre association de nations libres » proclamée par la Constitution soviétique, nous avons simplement, suivant la déclaration autorisée de Staline, « un regroupement administratif de la Russie sur les bases de l'autonomie régionale soviétique », le tout restant soumis à la direction centrale du gouvernement de Moscou.

Cette politique générale fut, on le pense bien, appliquée intégralement aux territoires musulmans et l'autonomie accordée disparut avec l'installation des Soviets locaux étroitement subordonnés à Moscou. Mais les représentants du gouvernement central, encore que fortement appuyés par une police implacable, ne pouvaient espérer faire œuvre utile s'ils n'arrivaient pas à conquérir de nombreux adeptes à la nouvelle religion. Dans un long rapport présenté au X^e Congrès du parti communiste, Sapharof étudia la tactique à employer pour convertir les masses musulmanes. Pour changer la mentalité de ces peuples rebelles à la doctrine prêchée par Karl Marx, il faut, disait Sapharof, engager immédiatement la lutte contre les coutumes qui forment de nos jours la vie des indigènes.

Le « chariat » est resté la base de la législation indigène musulmane. C'est contre lui que le communisme doit diriger la lutte.

Le pouvoir des Soviets ne saurait favoriser un mouvement nationaliste quelconque dans les formes qui se sont manifestées au Caucase, en Ukraine, dans la République des Tartares, etc... Ces formes essentiellement bourgeoises n'ont d'autre but que de réduire à l'esclavage les classes laborieuses indigènes.

Il faut, dit Sapharof, détruire ces survivances d'un autre âge; il faut délivrer les masses de l'Orient de cette culture si lointaine qui restreint le développement intellectuel et moral idéologique indigène.

Il faut organiser la classe indigente indigène; il faut la grouper, l'unir, l'amener à notre politique. Il faut lutter contre le baï (propriétaire), contre le koular, tant russe qu'indigène. Les conditions locales indigènes sont encore liées à des restes du régime féodal et patriarcal.

Les ichans, les mullahs, les ulémas forment une caste de gens aisés et lettrés qui exploitent le peuple en s'appuyant sur les traditions historiques et les croyances. Eux seuls empêchent les masses indigènes de se rallier au pouvoir

soviétique, de participer à l'organisation de ce pouvoir. Le communisme conscient doit remplacer le sermon des mullahs. Les prolétaires uzbeks, kirghizes, turkmènes doivent être les vrais chefs culturels et nationaux de la misère indigène.

Ce qui importe donc, c'est de lutter contre ceux qui sont hostiles à toute évolution et aussi contre les progressistes qui, tout en étant partisans des réformes, évoluent vers un nationalisme chauvin. Il faut épurer le parti, chasser tous les tièdes et ne garder que ceux qui acceptent docilement toutes les prescriptions du nouvel évangile communiste.

Ainsi, dès 1922, les bolchevistes essaient de rompre les liens qui rattachaient les musulmans russes à un passé où la pensée religieuse tenait une si grande place.

Il est courant aujourd'hui de dire que la propagande soviétique dans le monde de l'Islam n'a pas atteint son but. Les musulmans, observe-t-on, se montrent réfractaires aux doctrines marxistes, ennemies de la foi, de la tradition, de la hiérarchie et de la propriété. Cette appréciation est bien trop généralisée pour être exacte, car il y a de nombreux points de contact entre l'Islamisme et le Bolchevisme. Il serait puéril de le nier. Chez beaucoup de musulmans, le recours au bolchevisme n'a pas été seulement un geste de désespoir et d'opportunisme momentané, comme il l'a été pour les musulmans tunisiens par exemple, mais bien un rapprochement beaucoup plus réel. L'Islam, en effet, a une très grande et très profonde idée de l'égalité. Toutes les revendications contre le métayage, le mouvement de reprise des terres qui s'est développé en Egypte se servent abondamment d'arguments bolchevistes. Dans la presse arabe, on a pu considérer comme presque bolchevique l'idée musulmane de la dîme, de cette espèce de contribution égale que chacun doit apporter à la collectivité. La théorie, très particulière, de l'Islam pour les successions, qui avantage beaucoup moins la volonté du mort que notre code, a pu être envisagée aussi comme un autre point de contact. On pourrait en dire autant des facilités du divorce. L'Islam est contre le dogme, si l'on peut appeler cela un dogme, de la valeur absolue de la liberté économique. Il tient à l'idée du juste prix. Il est contre le libre agio tant sur les matières d'alimentation que sur les valeurs de banque. Il est contre le capital usuraire.

Ce qui est plus grave, ce qui touche plus directement à l'organisation de l'Etat, c'est qu'il est, comme le bolchevisme, contre l'idée de la dette publique. Il est contre les impôts indirects, contre la taxation des denrées de première nécessité, ce qui est une idée marxiste par excellence, il est contre les octrois, les péages, les monopoles, les régies, etc., et l'on doit se rappeler à ce sujet qu'à chaque reprise brutale et ferme de l'Islam il y a eu un nivelage des impôts indirects.

D'autre part, l'Islam, sur bien des points fon-

damentaux, ne peut pactiser avec le bolchevisme. D'abord au point de vue de la famille, — mais ce sujet est trop connu pour qu'il soit utile d'insister. Quant à la propriété individuelle, s'il n'admet pas le capital usuraire, il admet formellement le capital commercial, ainsi que la propriété foncière. On ne peut donc pas dire que l'Islam puisse à un moment donné servir, en tant que concept d'une vie déterminée, d'avant-courrier au bolchevisme, mais il faut tenir compte de la méthode qui fut employée par les émissaires de la III^e Internationale. Dans leur entreprise auprès des fidèles du Prophète, le bolchevisme se présenta dépouillé de tout ce qu'il pouvait contenir d'inacceptable pour des mentalités musulmanes. Vis-à-vis de la masse, il limita son action à des prédications nationalistes. Il sut, de 1917 à 1922, ne pas toucher aux Chefs religieux, et habilement mener sa propagande parmi les pauvres gens et les ouvriers, à qui il fit prêcher les beautés du paradis soviétique. Il opposa ainsi, négligemment, le travail des uns à l'oisiveté apparente des autres, la sécurité des lendemains à l'incertitude d'une vie exclusivement manuelle. Il fit grand tapage autour des résolutions prises au Congrès de Bakou et se posa en défenseur de l'Islam opprimé par l'impérialisme occidental. Comme l'a indiqué M. J. Marquès-Rivière, dans un ouvrage fort intéressant qui vient de paraître (1), les Soviets pratiquent une double politique :

A l'extérieur ils se proclament les défenseurs de l'Islam ; à l'intérieur ils persécutent ce même Islam, car leur campagne contre toutes les religions n'a pas épargné l'Islam : le mouvement des sans-Dieu travaille énergiquement à détruire toute croyance religieuse parmi les musulmans de l'Union Soviétique.

Nous verrons, quand nous étudierons la politique russe dans le Turkestan, comment s'est manifestée, en ces régions lointaines, l'activité des sans-Dieu. Pour l'instant, continuons l'exposé des théories communistes en ce qui concerne la religion en général et l'islamisme en particulier.

III

Le Communiste n'est pas seulement un régime socialo-économique, il est encore, de l'avis de ses théoriciens les plus écoutés, un système philosophique entier et complet, à l'exclusion de tout autre. Il nie la nature même de l'honneur telle qu'elle nous est donnée, il nie également notre conscience, notre morale, notre religion et, comme il veut triompher, il estime nécessaire de briser le type d'hommes existant, car ce n'est qu'avec de nouveaux matériaux qu'il pourra bâtir le nouvel édifice du marxisme. Un des obstacles, et non des moindres, qui pourraient arrêter la diffusion de ces doctrines dans les masses, ce sont les forces spirituelles et morales issues de la religion, ces forces vivant au fond des cœurs. Cette religion, qui est l'âme de

(1) *L'U.R.S.S. dans le monde* (Paris, Payot, 1935, in-8).

L'homme ancien, doit donc être détruite par tous les moyens. Pour arriver à ce résultat, il faut d'abord rendre impossible la pratique de la religion en fermant les édifices réservés aux cultes et en supprimant le clergé ; puis détruire les principes religieux et moraux dans l'âme de la jeunesse en empêchant systématiquement toute éducation morale ou religieuse. Seuls les préceptes communistes seront enseignés. Comme l'indiquait déjà en 1922 le journal *Sans-Dieu*, expression exacte du bolchevisme en matière religieuse, « la religion est le dernier refuge de la bourgeoisie, il faut à tout prix la détruire ».

Ainsi donc, après une période de sympathique tolérance, qui dura d'octobre 1917 à fin 1918, le Gouvernement des Soviets, quand il a été à peu près certain du lendemain, c'est-à-dire dès la fin de 1922, est passé à une politique a-religieuse. Dès qu'il a pu réprimer les insurrections, réduire les indépendants et affirmer son autorité, il est devenu nettement anti-religieux et la III^e Internationale, en créant le parti des Sans-Dieu, a engagé violemment, à sa manière, la lutte contre toutes les croyances. L'athéisme est devenu religion d'Etat et, dans une circulaire qui date de 1923, le Comité exécutif des partis communistes rappelait que

le point de vue du marxisme révolutionnaire dans cette question impose à l'Etat l'obligation de mener une lutte décisive contre la religion. Toute croyance à n'importe quel dieu, qu'il soit un dieu juif, musulman, chrétien ou bouddhiste, affaiblit la volonté de l'ouvrier dans son élan vers la lutte et vers des créations nouvelles.

Les méthodes, les formes, la tactique de notre travail contre la religion nous sont toujours dictées par l'ensemble des circonstances de la grande bataille que nous livrons à la bourgeoisie de par le monde. Même les aveugles doivent s'apercevoir que, dans cette question, il nous faut avant tout une décision contre la prêtraille. Peu importe que ces prêtres s'appellent abbés catholiques, pasteurs protestants, rabbins, patriarches, muftis musulmans ou popes. Cette lutte s'enfle, s'élargit et aboutira inévitablement à notre bataille contre Dieu. Ce Dieu peut s'appeler aussi bien Jehovah que Jésus, Bouddha ou Allah. Les moments décisifs de cette bataille approchent en Occident. Nous nous y préparons.

Ce dogme d'une lutte à outrance est constamment professé par les autorités et les maîtres de l'Eglise rouge avec une franchise absolue. Par exemple le Ministre de l'Athéisme, Iaroslavski (Houbelmann), ne craint pas d'écrire : « Le communisme et la religion sont hostiles l'un à l'autre et ne peuvent vivre ensemble. Là où triomphe la religion, là faiblit le communisme. Le régime communiste ne peut être réalisé que dans une société libérée de la religion ». « C'est une vérité élémentaire, expliquent les *Izviestia*, que le front antireligieux est un des plus importants secteurs de la guerre de classes et que la lutte contre la religion est la lutte pour le socialisme. » Le pouvoir soviétique s'oppose à toute religion, répètent constamment les conciles œcuméniques du communisme, c'est-à-dire les Congrès annuels du parti communiste.

Le Congrès de 1929 eut pour complément celui de « l'union des Sans-Dieu », et c'est alors que cette société prit solennellement le nom « d'Union des militants Sans-Dieu ». Le congrès proclama, dans le style le plus violent, le programme de la lutte contre la religion, et le gouvernement l'incorpora dans le texte des nouvelles lois.

Tout d'abord, l'article de la Constitution de 1918, du temps de Lénine, avait un air bourgeois et libéral qui semblait étrange à cette époque. Il disait, en effet : « En vue d'assurer aux travailleurs une réelle liberté de conscience, l'Eglise est séparée de l'Etat, ainsi que l'Ecole de l'Eglise ; tous les citoyens jouissent de la liberté de propagande religieuse ». Le 18 mai 1919, le Congrès des Soviets modifia, comme suit, la seconde partie de l'article : « Tous les citoyens jouissent de la liberté des confessions et de propagande antireligieuse ».

Ainsi l'activité missionnaire et apologétique de toutes les religions était désormais formellement interdite. La liberté de propagande n'est assurée qu'à l'athéisme d'Etat dominant, à l'antireligion du pouvoir soviétique. Si, avant cette époque, contrairement à la lettre de la Constitution, existait une persécution ininterrompue de l'Eglise et de la religion, si le texte de la Constitution n'était employé qu'en guise de moyen facile pour duper les hôtes étrangers et les touristes ignorants, aujourd'hui, cette feuille de figue même a été enlevée. La lettre même de la liberté religieuse est effacée : l'athéisme seul est libre.

A l'appui de cette législation, les résolutions des Congrès des Sans-Dieu et des Soviets de 1929 procédèrent à la mobilisation de tous les organes de l'autorité et de toutes les organisations soviétiques en vue de la lutte contre la religion. Par le moyen d'une série d'instructions spéciales, toutes les associations professionnelles, toutes les administrations des usines et des coopératives, tous les Soviets locaux, sans parler des écoles et des institutions scientifiques, sont désormais privés du droit de neutralité en matière religieuse. Tous sont tenus de prêter une aide active à l'Union des militants Sans-Dieu et de faire eux-mêmes tout leur possible pour lutter contre la religion dans les limites de leur compétence. Il a même été créé des postes d'inspecteurs de l'activité religieuse, et, en conclusion de ces ordres impératifs, donnés par les chefs de la III^e Internationale (qui sont aussi, ne l'oublions pas, ceux du gouvernement de l'U.R.S.S.), le journal officiel des Sans-Dieu du 6 février 1930 écrivait : « Le militant Sans-Dieu comprend qu'une exploitation collective avec un pope et une église forme un tableau digne d'un journal humoristique ».

Servi par une propagande admirablement renseignée, le bolchevisme, intensifiant ses moyens, va alors s'acharner à saper les bases mêmes du sentiment religieux des musulmans, dont la situation matérielle et morale va devenir si lamentable que leurs délégués à l'étranger lanceront

en 1929, sans aucun succès d'ailleurs, des appels désespérés au monde occidental. Les *Izvestia*, elles-mêmes, se servirent, avec une inconscience morale toute communiste, de cette situation pour essayer d'apitoyer le reste du monde sur la triste situation des régions et républiques soviétiques où sévit une famine épouvantable.

Venez tous, gens plus fortunés qui avez dans vos ressources une part allant aux pauvres, à ceux qui ont faim, venez à leur secours.

Aidez-les, aidez les agonisants, vos infortunés coreligionnaires musulmans. Mettez à contribution votre bourse. Soyez généreux. Donnez des secours en argent, en vivres, en vêtements. Votre aide ne sera pas oubliée par vos frères musulmans.

En résumé, on peut dire que, jusqu'au début de 1927, les musulmans de Russie, en dépit des persécutions, purent conserver leurs organisations religieuses. Mais, dès que l'association des Sans-Dieu, soutenue par le gouvernement, fut assez puissamment organisée, les Soviets s'attaquèrent à la fois à ses ministres et aux écoles coraniques. Comme l'a exposé, au Congrès Islamique qui se tint à Jérusalem en 1931, M. Ayad Ishaki, délégué des musulmans de Russie — il avait réussi à échapper aux geôles bolchevistes — et directeur de la revue *Yana Mili Yul*, qu'il a fondée à Berlin en 1929, l'enseignement de la religion fut interdit, les mosquées et les fondations pieuses furent annexées au domaine public. En 1928 et en 1929, les Soviets fermèrent 1.500 mosquées dans le Turkestan, des milliers dans l'Oural et 22 à Kazan même. Pour donner le change aux musulmans venant de l'étranger, ils conservèrent les mosquées de Leningrad, Moscou et autres grandes villes. Mais à Kazan, loin des regards indiscrets, ils s'emparèrent des imprimeries qui publiaient annuellement des milliers de Corans et de brochures pieuses. Tous les livres sacrés furent brûlés. Malgré cette violence voulue et organisée, les progrès du mouvement des Sans-Dieu se révélèrent très difficiles au Caucase et en Asie Centrale, et au Turkestan ils se heurtèrent à la fameuse révolte des Basmatchis. « Il est aisé de fermer les églises orthodoxes ; il n'en est pas de même pour les mosquées, dont l'élimination demande la plus grande prudence », avouait un auteur communiste.

Et, l'on a vu le fait, unique dans les annales de l'histoire religieuse, d'un appel musulman au Saint-Siège ! Voici ce texte, qu'a publié l'*Observatore Romano* du 24 juillet 1930 :

Nous nous permettons de porter à la connaissance de Votre Sainteté, représentant la Chrétienté, que nos coreligionnaires tartares de la Crimée et de la Volga sont durement persécutés, de même que les chrétiens, par les autorités soviétiques. Nos mosquées sont fermées, nos prêtres jetés en prison, déportés ou mis à mort pour leur foi et pour leur attachement à la religion de nos pères. Les bolchevistes ne font sous ce rapport aucune distinction entre chrétiens et musulmans, parce que le gouvernement de Moscou cherche à anéantir tout sentiment religieux et combat Dieu. Comme la persécution en Russie menace la foi en général et la morale basée sur la foi, nous aimons à croire que Votre Sainteté élèvera aussi la voix pour la dé-

fense, auprès de l'opinion publique et de la conscience des chrétiens du monde entier, de la religion islamique.

Or, il faut douloureusement constater que la presse musulmane et les pays musulmans demeurèrent sourds à cet appel désespéré. Seuls, le Pape, l'archevêque de Cantorbéry et quelques journaux occidentaux apportèrent leur appui aux musulmans de Russie.

Devant cette abstention du monde islamique — due sans doute à des influences soviétiques, — Moscou se rassura et la persécution redoubla de violence. Après la religion, la propriété fut attaquée. A l'heure actuelle, les musulmans de Russie n'ont plus une seule école, plus une seule imprimerie, pas la moindre institution religieuse. La propagande pour l'athéisme fait rage. L'ouvrier est privé de son travail, les fonctionnaires musulmans sont congédiés s'ils ne prennent pas l'engagement de rompre tout lien avec la religion.

Et M. Ayad Ishaki termine en ces termes son émouvant rapport :

Le Congrès islamique ne peut demeurer impassible devant cette lamentable situation. Le comité de l'indépendance des musulmans d'Edel-Oural m'a délégué auprès de ce congrès pour solliciter son aide. Je me fais en même temps l'interprète de mes frères de Crimée et du Turkestan, assujettis aux mêmes persécutions, et avec lesquels nous collaborons pour nous soustraire à l'horrible cauchemar qui pèse sur l'Islam en Russie !

Si nous insistons ainsi sur la politique religieuse des Soviets, c'est qu'il faut bien être persuadé que les événements d'Asie ne pourront être compris qu'en fonction de la situation religieuse. Comme l'a indiqué très justement M. Marquès-Rivière, « c'est le ressort secret et tout puissant qui fait agir toute la politique asiatique. Les intrigues russo-anglaises se font dans les monastères thibétains, dans les mosquées persanes, auprès des communautés du Turkestan et c'est là que se joueront souvent les plus importantes parties » (1). Les Soviets ne l'ignorent pas.

IV

Après ce résumé de l'évolution de la politique soviétique à l'égard de la religion islamique et en attendant que nous en étudions les répercussions dans chacune des régions du Proche-Orient et de l'Asie antérieure, on peut être surpris de constater avec quelle aisance relative les Soviets ont pu abuser et triompher de la bonne foi et de l'idéal religieux de cette immense population qui, de la Caspienne aux frontières de Chine, obéissait aux principes coraniques.

Le secret de ce succès ne doit pas être recherché dans les appels à la dictature d'un prolétariat quelconque, mais bien dans la force d'attraction que la politique orientale des Soviets exerce sur les peuples asiatiques. Comme l'écrivait Tchitchérine, le 6 novembre 1921, dans les *Izvestia*,

l'histoire de tous les Etats Orientaux présente un rap-

(1) Marquès-Rivière, *loc. cit.*, page 306.

prochement continu et toujours plus étroit entre ces Etats et l'U. R. S. S., qui a choisi, pour pierre angulaire de sa politique, une attitude de complète sympathie pour leurs désirs d'atteindre à une complète indépendance politique et économique.

C'est en affirmant inlassablement leur volonté d'aider à l'émancipation des peuples que les Soviets sont arrivés à s'imposer à tout l'Orient et leur succès est, en grande partie, dû à un manque total de psychologie de notre part.

L'Europe (comme l'a écrit M. Moustapha Tchokaï Ogly), « hantée par le souci de ses intérêts politiques et dominée par les lois de sa vie économique, n'a pas tenu compte, n'a pas voulu tenir compte des plus légitimes aspirations des pays orientaux. Les affaires d'Egypte, le mouvement anti-britannique toujours vivace aux Indes, les événements de Perse qui aboutirent à la dénonciation de l'accord anglo-persan et à l'évacuation des troupes anglaises, la lutte héroïque des Turcs d'Anatolie pour une paix juste, sont autant d'anneaux d'une seule et même chaîne dont le nom n'est pas « panislamisme ». Et ce n'est pas la propagande bolcheviste qui a suscité tous ces mouvements.

Au lieu de réviser leurs relations avec les pays d'Orient et de rechercher attentivement les causes des événements qui s'y déroulaient, les puissances européennes, pleines de l'assurance que donne la victoire, prirent des mesures qui devaient inévitablement aboutir à des résultats contraires à ceux qu'elles voulaient obtenir.

Cette politique fut celle surtout de l'Angleterre. Préoccupée plus que jamais de défendre la route des Indes, elle jugea le moment opportun de s'assurer tous les glacis de son empire indien, toutes les avancées de la route qui, par l'Anatolie, le Caucase et l'Iran, permettent d'atteindre l'Inde. Escomptant la disparition complète de la Russie, elle voulut pratiquer une politique de force et soumettre tous les peuples du Proche-Orient à sa férule. Solidement installée en Egypte et dans le golfe Persique, elle résolut de commander, directement ou par personne interposée, en Turquie, au Caucase, au Kurdistan, à Mossoul, dans toute la péninsule arabe, en Perse, en Afghanistan, au Thibet. Cette politique, bien que très ambitieuse, aurait pu réussir si, bientôt, les Soviets ne s'étaient révélés comme infiniment plus dangereux que les anciens Tsars. Et devant cet ennemi inattendu, les hommes d'Etat anglais, mal renseignés sans doute, louchèrent, hésitèrent, modifièrent leur attitude, et finalement perdirent bien du terrain qu'ils auraient pu conserver.

S'il est depuis la guerre, en effet, une politique incertaine, c'est bien celle de l'Angleterre vis-à-vis des Soviets et s'il existait un baromètre pour enregistrer les variations diplomatiques, ce n'est pas sous l'aspect d'une ligne droite, mais sous celui d'une dent de scie que se présenterait, depuis 1918, l'état des relations anglo-soviétiques. Nul, à l'origine du bolchevisme, n'a de compréhension plus rapide que M. Lloyd Georges. Il déclare tout de suite que la paix n'en sera pas une tant qu'elle ne comprendra pas la Russie. Il faut donc immédiatement en finir

avec Lénine et ses comparses ; aussi, en 1918, le leader anglais est-il en tête du mouvement interventionniste en Russie. Puis il est le premier à lâcher Denikine, à proposer prudemment la reprise des relations commerciales. Ne pouvant abattre, par la force, le communisme naissant, il s'est imaginé qu'il suffisait de se jeter au cou des Soviets pour les amener à évoluer rapidement, à se vider de leur venin, à devenir un Etat pareil à tous les autres. C'était là une méconnaissance absolue du gouvernement bolchevique, des conditions dans lesquelles il était né, des nécessités impérieuses auxquelles il est obligé de se plier. On a dit, pour excuser cette volte-face, qu'il importait d'arrêter à tout prix la marche du communisme qui venait de submerger successivement tous les fameux glacis qui couvrent l'Inde, qu'il fallait composer avec l'U.R.S.S. pour arriver à une reprise des relations commerciales, car le commerce anglais étouffait, faute de débouchés. Ces raisons ont leur valeur ; mais, pendant l'été de 1920, alors que les armées rouges, envahissant la Pologne, arrivèrent à quelques journées de marche de la capitale, si nous avions écouté M. Lloyd Georges, les généraux russes enlevaient Varsovie et les conséquences de cet événement auraient été incalculables.

Quand, en 1922, M. Lloyd Georges tombe et que Lord Curzon prend le pouvoir, l'U.R.S.S. est moins menaçante. Elle a dû évacuer la Perse, elle est battue en Afghanistan, en Turquie, Enver résiste aux communistes, les Indes respirent. L'Angleterre, qui a retrouvé son calme, exige l'abandon total de la propagande illicite. Les Soviets promettent tout ce que l'on veut, mais en réalité le procès est sans issue, comme on l'a écrit, car la définition du mot « illicite » n'est pas encore acquise, internationalement parlant, et l'U.R.S.S. ne saurait être rendue responsable de ce que fait la III^e Internationale. Le procès demeure toujours pendant, mais au cours de l'instance la propagande continue, s'intensifie même et gagne partout.

En 1924, c'est M. Ramsay Mac Donald qui, en fonction des idées chères à son parti, accueille à bras ouverts ses amis de Russie. Comme en 1781, gouvernement et opinion voudraient rouvrir à l'industrie nationale un marché jusqu'ici précieux pour le ravitaillement en denrées alimentaires et en matières premières, et indispensable à l'exportation. Foreign Office et India Office approuvent et collaborent. Tout est pour le mieux jusqu'à l'incident Zinovief, qui précipite la chute du gouvernement travailliste. Sir Austin Chamberlain arrive alors au pouvoir et il s'ensuit un refroidissement presque total. On essaie cependant encore de temporiser, les protestations croissent. Néanmoins, le gouvernement craint de compliquer encore la situation internationale. Mais lorsque, du 11 au 16 mai 1927, des perquisitions méthodiques et des saisies énergiques, effectuées au siège de la délégation commerciale des Soviets (49 Morgate Street, à Londres) eurent apporté la preuve d'une vaste en-

treprise d'espionnage militaire et politique dans l'empire britannique et le continent américain, il fallut bien agir et rompre.

Aujourd'hui M. Ramsay Mac Donald a repris, avec les Soviets, des relations officielles sans régler aucun des points laissés en suspens. Le 3 septembre 1929, on a rétabli le statu quo et M. Henderson, en échange, se contenta des affirmations rituelles sur les limites étroites d'une propagande légitime et sur le respect assuré des frontières britanniques dont s'étaient, avant lui, contentés et M. Lloyd Georges, et Lord Curzon, et M. Ramsay Mac Donald et Sir Austin ; ...et, quelques mois après, une puissante révolte au Cap a fourni, comme il était naturel de s'y attendre, de nombreuses et évidentes preuves de l'action de la III^e Internationale. Mais cette fois, prenant l'offensive, les organes officiels de Moscou ont longuement ironisé sur l'impossibilité d'arrêter, par des traités, l'action permanente contre le capitalisme et l'impérialisme... anglais.

Dans ces conditions, on ne saurait s'étonner du succès de la propagande des Soviets. Ce qui surprend plutôt, c'est que l'Angleterre et les autres peuples de l'Occident aient pu conserver des colonies en Asie. Mais, à ce fait, il y a des raisons particulières et locales que nous indiquerons en suivant les fluctuations politiques de chacun des pays du Proche-Orient.

En résumé, c'est en ayant toujours présentes à la mémoire les secrètes intentions de la III^e Internationale que nous allons essayer de préciser quelle a été l'histoire des politiques russe et anglaise dans leurs relations avec la Turquie, la Perse et l'Afghanistan de 1917 à nos jours. C'est en tenant compte de la lutte entreprise contre la croyance islamique que nous pourrions juger des chances de succès des Soviets dans le Turkestan russe et chinois. Nous chercherons moins à accumuler des faits et à rappeler des dates qu'à essayer de dégager, de cet immense écheveau embrouillé que constitue le monde asiatique, quelques-uns des principes qui mènent à l'heure actuelle les peuples musulmans du Proche-Orient, de l'Asie antérieure et centrale.

(A suivre.)

F. TAILLARDAT.

Le Communisme aux Indes anglaises

Dans le présent article, c'est à un point de vue très différent de celui d'un autre de nos collaborateurs que se place M. B. Nikitine. Naguère, dans les numéros de mars et d'avril 1935 de l'*Asie française* (aux pages 85-89 et 117-122), M. J. O. Lévine avait montré comment le terrain se trouvait, au double point de vue économique et social, préparé à une évangélisation communiste dans différentes parties des Indes britanniques. Aujourd'hui, M. B. Nikitine expose quels résultats ont obtenus jusqu'à présent les propagandistes des nouvelles doctrines. Ces résultats,

s'ils sont supérieurs à ceux qui ont été obtenus au Japon (cf. notre numéro d'août-septembre, p. 226-228) n'en sont pas moins assez maigres ; on s'en rendra compte en lisant l'article très précis de notre excellent collaborateur. — (Rédaction.)

Le lecteur qui connaît l'emprise plus ou moins exercée sur les masses, en Chine et au Japon, par le communisme, sera sans doute aise de trouver ici quelques précisions sur la situation existante, au même point de vue, dans les Indes britanniques. C'est pour répondre à son désir que nous avons rédigé la brève étude qui suit, en utilisant, pour l'écrire, le *Recueil des programmes des partis communistes en Orient* publié à Moscou en 1934 — nous en avons déjà tiré parti pour notre travail sur *le Communisme au Japon* — et en complétant les indications contenues dans cette publication soviétique par une documentation personnelle recueillie au cours de nos lectures.

*
**

C'est à la fin du siècle dernier qu'un mouvement anti-impérialiste a commencé de se manifester dans les Indes britanniques. La première vague importante ne s'est même produite que plus tardivement (en 1905-1908) ; elle n'a pas beaucoup tardé à être suivie, aussitôt après la fin de la Grande Guerre, par une seconde vague (celle-ci datant de 1919-1921), après laquelle en est venue une troisième, qui a commencé de déferler en 1928-1929, et qui dure encore maintenant. C'est de cette dernière vague seule qu'il sera question dans notre travail ; toute l'histoire antérieure du mouvement anti-impérialiste aux Indes anglaises peut se résumer ainsi :

A mesure que va se renforçant l'anti-impérialisme, on voit s'accroître davantage la différenciation des classes et l'avènement d'un courant prolétaire qui se sépare toujours plus de la bourgeoisie nationale-réformiste.

L'organisation des éléments prolétaires, qui ont pris conscience d'eux-mêmes dans les luttes contre la puissance britannique, a été retardée par l'activité de Roy et de ses partisans. Roy était hostile à la constitution d'un parti communiste et il penchait vers la collaboration avec l'aile gauche du réformisme national. Il fut d'ailleurs exclu du parti communiste, en 1929. C'est après cette exclusion, et donc en 1930, que commence à se manifester aux Indes, par la distribution de tracts, de programmes, etc., dans les milieux ouvriers, l'activité de groupes communistes.

Le communisme indou est issu du mouvement gréviste dont la grève de Bombay (1926-29) et le procès de Meerut (1927-33) marquent les points culminants (1). Il ne s'est pas manifesté seule-

(1) A la fin de 1933, on disait Moscou moins disposé à dépenser de l'argent aux Indes anglaises, parce que cet argent passait surtout dans les poches des agitateurs. L'avènement des Nazis au pouvoir et les descentes opérées à Berlin par la police auraient, vers le même temps, entravé les envois de littérature communiste qui se faisaient par les soins des communistes berlinois (*Times*, 15 décembre 1933).

ment lors de ces événements ; en 1930, les ouvriers ont pris part également à des manifestations nettement politiques. Les masses paysannes ne sont pas restées indifférentes devant cette effervescence et des émeutes rurales se sont produites dans le Kachmir, en Alwar et à Baïtma (?). Le Congrès national, organisation de la bourgeoisie indienne, a réussi jusqu'ici, grâce à ses éléments nationaux-réformistes de gauche, à conserver le contrôle des masses. Il a fait cesser la campagne d'insubordination civile et s'efforce maintenant d'endiguer le mouvement révolutionnaire.

**

Le recueil communiste que nous citons ne dépassant pas la date à laquelle nous sommes arrivés, force nous est, pour les faits ultérieurs, de recourir à d'autres sources, qui permettent de pousser l'histoire de l'activité du Komintern dans les Indes anglaises jusqu'à l'heure actuelle. Ces documents se trouvent dans le *Times*, qui, depuis bientôt deux ans, a publié sur la question différentes informations d'un indéniable intérêt.

Au début du mois de novembre 1933, une série de « catéchismes » à l'usage des peuples coloniaux venait d'être lancée par Moscou ; ces petits livres contenaient des instructions en vue des « opérations de tactique et d'organisation » contre les oppresseurs impérialistes. Le premier de ces « catéchismes » élaborés par le Comité Exécutif du Komintern est précisément destiné aux Indes Anglaises. Il contient 52 questions et réponses divisées en chapitres intitulés : « Problèmes actuels ; Organisation du parti et des journaux communistes ; Grèves légales et illégales ; Mouvements nationalistes ; Mouvements paysans ; Etudiants ; Travail dans l'armée ; enfin Religion. Moscou indique aux agitateurs indigènes qui se trouvent dans l'armée de porter leur attention sur les soldats indiens seuls (1) ; car ils auraient peu de chances de réussir auprès des soldats britanniques, dont la conversion est confiée aux communistes blancs. Pour le moment, on recommande aux communistes de ne pas vilipender la religion elle-même, une pareille action pouvant leur aliéner les masses. Actuellement, il s'agit de persuader Indous et Musulmans que l'animosité religieuse est à dessein provoquée entre eux par les autorités britanniques, contre lesquelles Indous comme Musulmans doivent unir leurs efforts afin de se libérer de leur joug.

Cette information du *Times* a suscité une question posée aux Communes, le 13 février 1934, par Sir A. Knox (unioniste) au Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères. M. Eden répondit qu'il s'en référerait au représentant britannique à Moscou.

(1) Au mois de mai 1935, un procès jugé à Calcutta a révélé l'existence d'une conspiration militaire dont on a trouvé les affiliés à Madras, au Pendjab, dans les Provinces Unies et en Birmanie. Trente-et-un Indous ont été condamnés, dont six aux travaux forcés à perpétuité.

Quelques mois passent, puis, à nouveau, on mande, de Simla cette fois (le 1^{er} juin 1934), que la police vient de saisir quelques pamphlets intitulés : *Questions de tactique et d'organisation des partis communistes aux Indes Anglaises et en Indochine*. Ce pamphlet trahit une forte ressemblance avec le factum de Moscou, dont nous venons de parler ; mais il contient en outre quelques paragraphes sur les méthodes à employer pour la propagande parmi les soldats britanniques et indiens. Les fascicules viennent d'Amérique et c'est bien là qu'ils ont été imprimés. Ils portent l'imprimatur de *The Pan-Pacific Worker*, organe du Secrétariat du Trade-Union pan-pacifique. Le *Times* rappelle à ce propos que, lors d'une descente de police à Changhaï, trois ans plus tôt (en 1931), dans les locaux du Syndicat pan-pacifique, des documents avaient été saisis qui établissaient la liaison entre le parti *ghadr* (organisation révolutionnaire indienne, composée en majorité des émigrés Sikhs du Pendjab) (1), dont le siège est à San-Francisco, et le Komintern.

Le fascicule trahit par endroits une appréciation erronée de la situation réelle aux Indes (l'industrialisation est surestimée ; inexacitudes sur la diffusion de l'anglais dans les masses, etc.). Toutefois, en même temps, la police fut obligée de constater que, l'affirmation qu'on y relève : « Dans six mois seront établis les organisations du parti et un centre-directeur », ainsi que l'allusion à la possibilité de travailler avec l'aile gauche du Congrès, correspondaient déjà à la situation de fait. L'influence d'un centre communiste de direction se laisse, en effet, deviner dans les grèves de Bombay, et l'apparition d'un parti socialiste au sein du Congrès semble bien due à la même instigation (2).

Tant et si bien que, fin juillet 1934, le parti communiste des Indes était déclaré association illégale, comme constituant un danger pour l'ordre public, en vertu du *Criminal Law Amendment Act*, n° 14, de 1908. Cette mesure des autorités a été prise sous l'impression des actes de violence qui accompagnèrent le mouvement gréviste de Bombay et qui étaient recommandés par un virulent manifeste répandu au nom du « Comité provincial de Bombay du parti communiste des Indes, branche de l'Internationale communiste ». D'autre part, les masses rurales du Pendjab subissaient de plus en plus l'emprise du *Kirti Kisan* (filiale agraire du parti communiste), ce mouvement datant d'ailleurs déjà (au Pendjab et dans les Provinces Unies) de deux ou trois ans, du moment où la baisse des prix des produits agricoles avait aggravé la situation des paysans. C'est justement l'aile gauche du Con-

(1) Cf. le volume *India as I knew it*, par Sir Michael O'Dwyer, ancien gouverneur du Pendjab.

(2) A la conférence de Bénarès d'octobre 1934, ce parti a condamné la politique nationaliste du Congrès. Il préconise l'attribution du pouvoir aux masses travailleuses, la socialisation de la production, de la distribution et des échanges ; l'abolition des privilèges de classes ; le partage des terres, puis leur collectivisation. Tout cela diffère peu du communisme.

grès, teintée de communisme, qui avait déclenché cette action paysanne (1).

Le communisme aux Indes fait, une quinzaine plus tard (14 août 1934), l'objet d'une interpellation à l'Assemblée Nationale. Le représentant du Ministère de l'Intérieur (*Home Member*) a simplement cité, à titre de réponse, les points principaux du programme communiste tels que le procès de Meerut les a établis, à savoir : complète indépendance de l'Inde à la suite du renversement, par la force, du *Radj* (gouvernement) britannique ; suppression des dettes ; confiscation de toutes les entreprises : usines, banques, chemins de fer et plantations dans lesquelles se trouvent des intérêts britanniques ; établissement d'un gouvernement soviétique, les minorités nationales obtenant le droit de séparation ; abolition des Etats indigènes ; confiscation de toute propriété appartenant à des *landlords* : Princes, Eglises, fonctionnaires et usuriers ; suppression de toutes les dettes agricoles aux banques et usuriers.

Comme méthode d'action, le Comité central du parti communiste des Indes préconisait en février 1934 une propagande intense parmi les policiers et les soldats pour les inciter à la révolte armée.

Dans le *Times* du 21 septembre 1934, on trouve le résumé d'un numéro spécial de la *Communist Review* publiée par la section de Calcutta ; il est consacré à la XX^e journée internationale de la Jeunesse. Les méthodes du terrorisme individualiste y sont sévèrement critiquées (2). On exalte, par contre, « le glorieux exemple » de Lénine et les révoltes en masse de Birmanie, de Peshawar, de Sholapur et du Bengale, où « des milliers de paysans ont bombardé de pierres les postes de police », etc.

Fin novembre 1934 a éclaté à Calcutta une grève de dockers. Que ce mouvement ait été encouragé par les communistes, comme on l'a affirmé, la chose semble bien probable, mais les revendications des grévistes portaient un caractère strictement économique. Au début de janvier un accord a été élaboré par la commission arbitrale. Le syndicat professionnel qui a décidé la grève devait être remplacé par un autre. Les

(1) L'inspirateur de cette tendance, le Fandit Djawaharlal Nehru, arrêté en février 1934, a été condamné à deux ans de prison. La même peine a été infligée par la suite, en décembre, à Abd-oul-Ghaffar Khan, le chef des « Chemises rouges » — un groupement affilié au communisme.

(2) On sait que les révolutionnaires recourent surtout à la terreur ; l'attentat de Midnapore (septembre 1933) en fournit un exemple typique, comme aussi le plus récent attentat perpétré sur Sir John Anderson, le gouverneur du Bengale. Le terrorisme, dont le foyer se trouve dans les districts de Chittagong et de Dacca, semble être en décroissance ; on en a relevé 99 cas en 1932, 42 en 1933 et 14 seulement en 1934. Toutefois, en juin 1935, on signalait une reprise de la campagne séditionnelle au moyen de tracts. A la date du 12 juillet 1935, les terroristes détenus étaient encore au nombre d'environ 2.400, dont 1.468 dans les camps, etc. (*Times*, 2 août 1935). Un nouveau bill — *Bengal Public Security (Extending) Bill* — a été voté en août dernier par le Conseil Législatif du Bengale (*Times*, 27 août 1935).

heures du travail ont été diminuées et les salaires augmentés (*Times* du 6 janvier 1935 : *Terms of settlement*).

Au mois d'août 1935, une grève a éclaté aux mines d'or de Kolhar ; elle a entraîné un conflit armé qui a coûté la vie à douze grévistes.

Que le communisme constitue, pour les autorités publiques des Indes anglaises, une réelle préoccupation, il est permis de le déduire des nouvelles relatives au sort de l'amendement à la loi criminelle tout récemment déposé sur le bureau de l'Assemblée législative. Celle-ci ayant refusé de prendre le projet d'amendement en considération, l'amendement fut porté au Conseil d'Etat par le Vice-Roi, conformément à la constitution.

En parlant du communisme, que les autorités estiment une menace grandissante pour le pays, M. Tennent Sloan, secrétaire du *Home Department* (Ministère de l'Intérieur), appela l'attention sur la page d'un livre récent. Il indiqua expressément que cette page (la page 363 de l'ouvrage de J.B. Priestley : *Good Companions*) était vraiment signée par les communistes indiens et qu'elle représentait un reçu de 363 livres sterling, cette somme ayant été remise aux communistes du pays — les Indes anglaises — par un agent communiste d'Europe à titre de contribution à la caisse du mouvement (*Communisme in India*, dans le *Times* du 26 septembre 1935).

**

Tels sont les maigres renseignements que le dépouillement du *Times* permet d'ajouter aux quelques indications fournis par le recueil précité sur les premières manifestations du communisme dans les différentes parties de l'Empire des Indes. Si clairsemés soient-ils, ils permettent d'affirmer l'existence d'un parti communiste dans la contrée.... Ce sera la conclusion de cette brève étude.

B. NIKITINE.

L'organisation de l'enseignement populaire en Indochine

L'enseignement a eu de tout temps un grand prestige, au moins dans les pays annamites de la péninsule indochinoise. La société annamite toute entière reposait sur lui, puisque, seul, le savoir consacré par les examens et les concours était à l'origine des distinctions sociales et des fonctions publiques. Aussi, en dépit de moyens très imparfaits, sa diffusion jusque dans la masse était-elle grande. Ce qui lui manquait le plus était un outillage scolaire ; dès qu'il savait tracer quelques caractères, le petit Annamite n'avait guère comme livre que le *Tam-Tu-Kinh* (livre des trois caractères), source à peu près unique

de l'enseignement élémentaire dans l'ancien Annam comme dans l'ancienne Chine. Ce n'est guère qu'à partir de 1906, date de la création d'une direction générale de l'instruction publique en Indochine, que l'administration française, cédant aux vœux des populations dont les éléments cultivés célébraient les réformes déjà accomplies ou en cours d'exécution au Japon et en Chine, se préoccupa de porter une main prudente sur l'antique organisation de l'enseignement traditionnel. Progressivement, lui fut substitué sous l'impulsion de M. Paul Beau, puis de M. Albert Sarraut, un enseignement franco-indigène comportant la lecture et l'écriture du quocngu (transcription en caractères latins de la langue annamite), la langue française et les disciplines nouvelles telles que la géographie, le calcul, les éléments des sciences usuelles.

Le défaut essentiel de notre enseignement franco-indigène fut, dans les premières années, de ne toucher qu'un nombre restreint d'enfants, ceux seulement qui avaient la possibilité, par un séjour suffisamment prolongé dans nos écoles, d'y apprendre assez convenablement la langue française pour s'assimiler les connaissances du programme.

*
**

La grande idée qui, en 1924, présida à la réforme de l'enseignement franco-indigène fut de faire de cet enseignement, au moins dans ces trois premières années, un enseignement populaire destiné, dans la pensée de son promoteur, qui eut la satisfaction quatre ans plus tard de le rendre obligatoire en Cochinchine, à toucher tous les jeunes enfants en âge de scolarité.

Pour arriver à ce but, deux choses étaient nécessaires : donner l'enseignement des trois premières années en langue indigène et non en français, ce qui était pratiquement (l'expérience l'avait montré) impossible, et constituer, également en langue indigène, un matériel scolaire approprié. Quelques ouvrages, quelques manuels, destinés aux écoles élémentaires, avaient bien été publiés jusque-là ; trop développés pour la catégorie d'écoliers auxquels ils s'adressaient, d'un coût trop élevé aussi, leur diffusion était demeurée tout à fait insuffisante.

Il fallait, pour guider un personnel enseignant indigène ayant plus de bonne volonté que d'expérience pédagogique et être à la portée de la masse des écoliers, de petits livres d'un prix modique contenant les notions élémentaires répondant à leurs besoins. Pour que ce coût modeste pût être obtenu (et la chose était possible pour les pays annamites), il fallait de gros tirages, permettant un prix de vente ne dépassant pas le prix d'un journal.

La chose n'était pas de réalisation aisée, les trois pays annamites (Cochinchine, Annam, Tonkin) étant réputés avoir chacun une langue différente. D'autre part, il convenait de tenir compte des contingences locales. On parvint cependant à tout concilier en chargeant de la ré-

daction de ces manuels une commission d'inspecteurs indigènes détachés à la Direction de l'instruction publique. Ces inspecteurs préparèrent les textes de manuels qui furent ensuite soumis pour examen et revision, dans chacun des trois pays intéressés, à des commissions locales invitées, quant à la langue et quant au fond, à formuler toutes observations utiles sur les projets présentés. Une commission centrale, à la Direction de l'instruction publique, examina les demandes de modifications et les observations recueillies dans chaque pays et leur donna satisfaction. Le résultat le plus important de ces travaux fut la possibilité, officiellement constatée pour la première fois, de l'usage d'une langue commune à la Cochinchine, à l'Annam et au Tonkin.

L'œuvre accomplie par la Commission d'inspecteurs indigènes eut dû leur mériter des témoignages de satisfaction dont ils furent privés : non seulement, en moins d'un an, ils rédigèrent les sept manuels fondamentaux de l'enseignement populaire, mais ils avaient montré la méthode qui devait être suivie. Eux disparus, à la suite d'un changement de titulaire à la tête de la Direction de l'instruction publique, la méthode inaugurée et la formule trouvée leur survécurent. Les personnalités à qui la rédaction des manuels fut confiée par la suite eurent la sagesse de s'en inspirer et l'œuvre commencée, un moment entravée, fut continuée avec une persévérance qui ne se démentit pas.

Ainsi furent publiés depuis 1925, — précise une note officieuse récente — pour l'enseignement élémentaire en langue indigène donné aux Annamites, Cambodgiens, Laotiens, Djarai et Radhé, dans les cours enfantin, préparatoire et élémentaire, 28 manuels relatifs à la lecture indigène, à la morale, au calcul, aux leçons de choses, à la géographie, à l'histoire, à l'hygiène, à l'éducation physique, à la langue française, aux caractères chinois, au dessin, etc... D'autre part, l'enseignement primaire supérieur et l'enseignement secondaire franco-indigène disposent déjà de leur côté de 6 volumes donnant des morceaux choisis d'auteurs annamites, d'auteurs français et un cours de géographie sur l'Asie et l'Indochine.

L'enseignement professionnel n'est pas non plus négligé : un manuel sur la technologie du fer et des principaux métaux doit paraître, en effet, prochainement et viendra s'ajouter à un manuel d'initiation professionnelle du maçon.

L'attention des dirigeants indochinois a été retenue, en outre, sur la nécessité de faire bénéficier de ces précieux instruments de travail les minorités ethniques indochinoises. Déjà, nous l'avons vu, des manuels ont été établis pour les Djarai et les Radhé, ces deux importantes fractions des peuplades moïses qui vivent sur les hauts plateaux du Sud-Annam dans la région de Banmethuot. Les minorités ethniques de la Haute Région du Tonkin, qui forment une population de 800 mille âmes environ dont l'élément prin-

principal est représenté par les Thaïs ou Thos, ne disposaient encore d'aucun manuel rédigé dans leur langue maternelle. Mais on se heurte ici à de grosses difficultés en raison des différences qui existent pour chaque race, même entre les dialectes des diverses régions. Une commission, présidée par le Directeur de l'Ecole française d'Extrême-Orient et composée de deux membres européens et de deux membres indigènes, a été chargée de l'adaptation en langue tho des manuels scolaires déjà édités. Quatre volumes sur la lecture, la morale, l'hygiène et les connaissances usuelles ont pu être ainsi établis pour le cours infantin.

Dès leur publication, ces manuels scolaires ont reçu un accueil empressé, non seulement des écoles publiques de tous ordres (écoles élémentaires officielles, écoles communales, écoles de pagode, écoles préparatoires) mais encore des écoles privées. Tout l'enseignement libre, tant annamite que français, s'en sert.

Le succès a été vraiment considérable. Depuis la première édition en 1925, le nombre total des manuels vendus dépasse 6.300.000. Un des éléments de ce succès a été le prix extrêmement modique de vente ; il ressort en moyenne à 0 franc 50 par exemplaire.

L'importance de l'œuvre ainsi entreprise par la Direction de l'Instruction Publique indochinoise est marquée par les résultats obtenus au point de vue pédagogique. Ces manuels rendent en effet les plus grands services, tant par leur adaptation étroite aux besoins scolaires que par leur caractère essentiellement pratique.

Rédigés (nous l'avons dit) par des maîtres indigènes ou par des professeurs européens connaissant le milieu et la mentalité indigènes, illustrés par des dessinateurs indigènes, ces petits ouvrages s'accordent parfaitement aux conditions de la vie locale. Les leçons de morale, notamment, ont été présentées le plus souvent suivant la méthode traditionnelle.

La simplicité du texte, qui revêt autant que possible la forme d'historiettes ou de conseils, l'abondance des illustrations représentant des choses locales, le souci constant des applications pratiques, caractérisent ces manuels qui ne peuvent ainsi manquer d'exercer une action efficace sur l'esprit et la conduite du jeune écolier.

Au point de vue social, on peut en attendre une influence des plus bienfaisantes sur l'hygiène comme sur les mœurs des populations indochinoises.

Au point de vue politique, enfin, si l'effort d'unification qu'il a fallu réaliser dans le vocabulaire et l'orthographe tend du même coup à favoriser l'unification de la langue locale dans les pays annamites du Nord et du Sud de l'Indochine ; la publication, d'autre part, de manuels en langue radhè, djarai, tho, etc..., ne peut qu'aider les populations allogènes à maintenir leur idiome, leurs traditions, leurs mœurs, leur

originalité propre en face d'autres races douées d'une plus grande force d'expansion.

Ainsi ces manuels, en apparence si modestes, sont-ils susceptibles de dépasser et de beaucoup le but pédagogique déjà très important cependant qui leur était primitivement assigné.

Il n'est pas inutile, par ailleurs, de signaler le vif intérêt que ces manuels ont suscité à l'étranger. Non seulement plusieurs pays ou villes d'Extrême-Orient ont demandé à en recevoir la collection et à avoir des précisions sur la façon dont ils ont été élaborés et diffusés, mais encore certains états européens, — telle la Tchécoslovaquie — ont exprimé le désir d'être renseignés sur ces publications.

Cette constatation suffirait à montrer la valeur du corps enseignant indochinois.

*
**

Une gratitude particulière est due aussi, sans doute, à ces grands administrateurs, les Pierre Pasquier, les René Robin, les Baudoin, qui surent se servir des possibilités qu'un de leurs collègues, momentanément placé à la tête de l'Instruction publique, leur avait ouvertes en réglementant l'enseignement en langue indigène et en publiant les premiers manuels, pour donner à l'Instruction populaire toute l'extension que nous admirons aujourd'hui.

P.-B. DE LA BROUSSE.

Indochine

GÉNÉRALITÉS

Le marché des céréales et la balance commerciale. — On trouvera sous la rubrique *Cochinchine*, dans l'analyse du discours de M. Pagès au Conseil colonial, des indications satisfaisantes sur le marché du riz. Une autre constatation importante est la persistance de multiples débouchés intéressants, aussi bien en Europe que dans les colonies françaises et en Extrême-Orient. Ainsi se trouve compensé le ralentissement de la demande de la Chine qui, à elle seule, a absorbé cette année, tant par Hongkong que par Changhaï, 782.000 tonnes contre 436.000 tonnes pour toute l'année 1934.

Les cours ont été heureusement soutenus depuis le début de l'année, grâce à cette demande massive de l'extérieur. Ils se sont maintenus nettement au-dessus de ceux de 1934 et même de la moyenne de 1933. Après une certaine baisse en juillet et en août, due à la faiblesse du marché dont nous avons vu les raisons, ils sont à nouveau en hausse très nette et se tiennent fermement. Pendant la première quinzaine de septembre, la moyenne des cours au quintal pour le riz de choix ressort à 4 \$ 16, et pour le paddy pour riz de choix à 2 \$ 71, alors que les prix de la quinzaine précédente étaient respectivement de 4 \$ 04

et 2 \$ 66. Cette hausse, due à l'intérêt nouveau que porte la France au marché de Saïgon, a continué à s'amplifier au début de la seconde quinzaine de septembre.

Les perspectives sont donc entièrement favorables pour les trois mois et demi qui restent à courir, aussi bien au point de vue du tonnage — aucun stock capable de peser sur la prochaine campagne ne devant plus subsister à la fin de 1935 — que pour les prix.

Pour le maïs, les constatations sont aussi réconfortantes depuis le début de septembre. Une certaine faiblesse s'était fait sentir jusqu'alors sur le marché, la concurrence du blé dénaturé ayant impressionné fortement les exportateurs. Cette concurrence ne semble pas avoir eu l'importance qu'on lui attribuait. Les nouvelles relatives à l'assainissement du marché du blé ont, d'autre part, redonné confiance aux exportateurs.

Les sorties de la céréale commencent à reprendre un rythme analogue à celui de 1934. Au 15 septembre 1935, leur total atteint 103.588 tonnes. Sans doute, à la même date de 1934, ce total était de 141.952 tonnes ; mais il faut considérer que l'année dernière fut une année exceptionnelle au point de vue production. Il ne semble pas que les conditions aient été aussi favorables pour une abondante récolte cette année. Néanmoins les exportations de maïs de 1935 sont, à l'heure actuelle, bien supérieures à celles de 1933 (elles étaient de 65.003 tonnes à la même date), de 1932 (38.866 tonnes), de 1931 (26.847 tonnes).

Les prix, qui avaient subi une dépression profonde au cours des mois précédents sous l'influence du pessimisme peut-être outrancier qu'avait fait naître la dénaturation du blé métropolitain (ils étaient tombés à moins de 2 \$ 40 le quintal), ont marqué, avec cette reprise normale des sorties, un relèvement très sensible et se tiennent fermement en hausse. De 2 \$ 75 au début de septembre, ils ont passé à 3 \$ 05 à la fin de la quinzaine et à 3 \$ 40 au début de la 2^e quinzaine.

L'augmentation de la circulation fiduciaire, la facilité avec laquelle les impôts sont rentrés jusqu'ici, notamment en Cochinchine, les plus-values enregistrées sur de nombreux postes de recettes, témoignent également d'un redressement que certains s'acharnent cependant à nier énergiquement. Ceux-ci estiment sans doute que le rétablissement ne peut consister que dans un retour entier à l'ère de prospérité qu'a connue l'Indochine, notamment autour des années 1925 à 1928. C'est vraiment beaucoup demander, surtout lorsqu'on a pris conscience du caractère un peu trop factice que présentait cette époque d'euphorie. Si l'on veut raisonnablement, sans faire de démagogie ou nourrir des espoirs inconsidérés, comparer la situation de notre Colonie en 1935 avec celle des années antérieures à la crise, si l'on veut en outre la rapprocher de celle des autres pays d'Extrême-Orient placés dans des conditions semblables et même de celle de bien

d'autres pays dans le monde, on ne peut que constater qu'elle s'est véritablement et heureusement améliorée.

L'exploitation des chemins de fer. — L'examen des recettes effectuées par les diverses lignes de chemins de fer fournit de nouveaux indices sur l'amélioration de la situation économique dans les divers pays de l'Union.

Les recettes brutes des réseaux exploités par la colonie en Annam, au Tonkin et en Indochine durant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 1935 se sont élevées à 1.634.533 piastres, en augmentation de 26.173 piastres, soit de 7,68 % sur la période correspondante en 1934.

Pendant la même période également, les recettes brutes de la ligne de Haiphong à Yunnanfou se sont élevées à 1.906.084 piastres, en augmentation de 6.512 p., soit 0,34 %.

Au Cambodge, les recettes brutes de la ligne de Pnompenh à Mongkolborey se sont élevées à 227.399 piastres, en augmentation de 52.546 piastres, soit 30,5 %, dépassant les prévisions les plus optimistes.

Il n'est pas jusqu'à la petite ligne de Bandongio à Locninh (en Cochinchine), concurrencée cependant par une excellente route automobile qui la longe dans presque tout son parcours, dont les recettes ne se soient élevées à 27.662 piastres, en augmentation de 16.337 piastres.

Une nouvelle ligne aérienne. — On annonce que les « Imperial Airways », la grande compagnie anglaise qui, en outre de son vaste réseau européen, exploite les grandes lignes Londres-Le Cap, Londres-Melbourne, Londres-Singapore, va tenter une liaison Singapore-Hong-Kong en vue d'une liaison régulière.

Cette ligne aura pour escales, au départ de Singapore, Penang dans la péninsule malaise et nos ports de Saïgon et de Tourane.

Les avions utilisés seront des Havilland 86, biplans à quatre moteurs Gipsy Six de 200 CV., identiques à ceux utilisés entre Singapore et Melbourne.

D'après les *Shell Aviation News*, ces avions, sur 1.000 kil., peuvent emporter 880 kilos de charge payante à une vitesse de 275 kil.-heure et à une vitesse de croisière de 235 kil.-heure. A pleine charge de 4.200 kilos, ces avions peuvent continuer à voler à 1.200 m. d'altitude et 175 kil. avec deux moteurs arrêtés du même côté.

Ces appareils présentent donc une entière sécurité pour les importants parcours maritimes compris entre Penang et Saïgon et Tourane et Hong-Kong.

Puisse notre ligne Air-France (nous l'avons déjà dit ici-même) ne pas retarder davantage le report du terminus de la grande ligne d'Extrême-Orient de Hanoi à Canton ou à Hong-Kong. La nouvelle ligne menace de lui enlever l'importante clientèle qu'elle aurait pu recueillir dans les échanges de correspondances entre Hong-Kong et le Siam et un gros trafic de ou à destination de l'Europe.

COCHINCHINE

Un exposé de la situation. — L'ouverture de la session du Conseil colonial a été marquée par un excellent discours du gouverneur, M. P. A. Pagès, présentant un exposé objectif et sincère de la situation de la Cochinchine.

Dans l'ordre politique, M. P. A. Pagès a montré l'influence sur l'esprit public, d'une part, des excès spéculatifs de la période de prospérité, d'autre part, d'une propagande antifrançaise aux effets limités, mais réels, dans une partie peu nombreuse de la population. Des mesures, les unes judicieuses, les autres empreintes d'une nécessaire fermeté, ont paré aux difficultés résultant pour les propriétaires et les contribuables d'un appauvrissement imprévu dû à la chute des cours des matières premières et à la fermeture de certains marchés; elles ont, en outre, ramené le calme indispensable à la reprise des affaires et au développement normal de la colonisation. Grâce à ces dispositions, les imprudences graves commises par des vœux ou des votes inconsiderés de certaines assemblées, oubliées, sous l'action de mécontents passionnés, des intérêts véritables du pays, ont été réparées, et les poursuites engagées ainsi que les condamnations prononcées contre de jeunes hommes et de jeunes femmes annamites, généralement étrangers à la Cochinchine, ont fait sentir à des fauteurs de désordre peu nombreux, mais fanatiques, notre volonté de faire respecter et la loi et la tranquillité dont le pays a besoin.

Faisant allusion à l'excitation due à l'extension croissante de l'instruction que nous avons si libéralement répartie et au vif désir de participer à la gestion du pays manifestée par une fraction de plus en plus importante de la population cochinchinoise, le gouverneur a rappelé les décisions du gouverneur général Robin tendant à ouvrir aux jeunes Indochinois des débouchés de plus en plus larges dans les administrations et à assigner aux agents français plutôt un rôle de conseiller technique plutôt que d'exécutant et de concurrent.

La vieille notion de colonie fait peu à peu place ici, a dit M. Pagès, à celle d'un jeune état moderne sous la direction haute, généreuse et passionnée d'une France pour qui la possession coloniale ne cesse jamais de représenter le devoir colonial.

Diverses questions intéressant la masse indigène ont été solutionnées ou sont abordées. Le prix de vente des alcools indigènes a été diminué des deux tiers et est obligatoirement affiché, la censure à laquelle était soumise la presse indigène a été supprimée, la réforme de la commune annamite est une fois de plus à l'étude et une commission composée d'éminents magistrats et de fonctionnaires français et annamites va élaborer un code civil annamite, en vue d'une adaptation à la transformation rapide du pays. Enfin le gouvernement, tout en suivant avec prudence le mouvement religieux nouveau connu sous le nom de caodaïsme, lui a reconnu le caractère d'une foi indépendante par l'autorisation de réu-

nion dans les temples sans déclaration préalable. Cette décision a paru justifiée par la correction vis-à-vis des pouvoirs publics dont les caodaïstes ne se sont pas départis depuis plusieurs années.

Un bref exposé des heureux résultats obtenus dans la pénétration en région moï et l'appropriation de ses populations primitives termine la partie politique du discours de M. P. A. Pagès.

La partie de ce discours qui concerne la situation économique n'est pas la moins importante. Le redressement et le retour à l'équilibre de la Cochinchine se sont poursuivis selon ces deux directives : allègement des charges fiscales et de l'endettement agricole ; production équilibrée et, autant que possible, standardisée. Les résultats obtenus apparaissent dans quelques chiffres.

La rentrée des impôts du budget local au 1^{er} septembre représente 7.290.537 piastres contre 6.150.341 piastres au 1^{er} septembre 1934.

La consommation des produits, celle de l'électricité, celle de l'automobile montrent une progression continue depuis le dernier trimestre de 1934.

Le chiffre des importations, qui avait été, pour toute l'année 1934, de 836 millions (contre 772 en 1933), représente, pour le seul premier trimestre de 1935, 595 millions permettant d'escompter dès maintenant un total de plus d'un milliard pour l'année entière.

En dépit des cours très bas de ces dernières années, la superficie cultivée en riz, grâce à un effort remarquable de la laborieuse population cochinchinoise, est passée de 1.975.000 hectares à 2.025.000 hectares ; aussi les exportations de riz ont-elles atteint au 1^{er} septembre 1935 le chiffre record de 1.359.869 tonnes au lieu de 1 million 031.310 tonnes au 1^{er} septembre 1934, et de 1.178.000 tonnes au 1^{er} septembre de l'année 1928, qui avait été jusqu'ici une des meilleures.

A ce sujet, le gouverneur Pagès a justement condamné l'étrange alliance de certains producteurs de blé et de riz qui ont cherché, lors de la conférence impériale, à opposer leurs intérêts à ceux de l'union France-Indochine. Il a signalé combien la perte d'un marché aussi régulier que le marché français serait regrettable pour l'Indochine : celle-ci ne trouve dans les acheteurs extrême-orientaux, en dépit de la stabilité qui nous a été garantie (mais pour deux ans seulement) par la Chine, que des acheteurs intermittents et irréguliers. Recherche de débouchés et amélioration de la qualité sont les meilleurs moyens d'assurer dans l'avenir les exportations et l'amélioration des prix de vente du riz de Cochinchine. La constitution de stocks entièrement homogènes se composant d'un nombre défini de variétés de qualité supérieure, la poursuite des travaux d'hydraulique agricole assureront un rendement meilleur et plus régulier.

C'est à tort, à en croire M. Pagès, que la Cochinchine serait tenue pour un pays de monoculture. En 1934, sur 836 millions de produits exportés, près de la moitié (388 mil-

lions) était constituée par les produits de cultures ou d'entreprises secondaires : le maïs dont, malgré la baisse des cours, les prix demeurent rémunérateurs ; le poivre, que les producteurs doivent s'attacher à présenter, en tenant compte des perspectives des marchés, en une qualité mieux conditionnée ; le caoutchouc, dont les plantations s'étendent sur 96.000 hectares et qui fait vivre près de 70.000 travailleurs. Les quantités exportées sont croissantes : 11.767 tonnes en 1931, 20.439 en 1934, et probablement 35.000 tonnes en 1935, si l'on se base sur les exportations du 1^{er} semestre. Sauvées à l'origine de la crise, grâce aux prêts accordés par le gouvernement général, l'avenir des plantations paraît assuré par l'application du plan de production limitée consacré par l'accord international de Londres, du 7 mai 1934, dont les dispositions viennent d'être renforcées.

La question des tabacs a également retenu la plus bienveillante attention du gouverneur de la Cochinchine. Comme le gouverneur général Pasquier, M. Pagès est d'avis que cette culture doit être encouragée et protégée.

Toute acquisition de tabac manufacturé étranger enlève, dit-il, si j'ose dire, le riz de la bouche du *nhaqué*. Comme personne ne pense que nous pourrions désormais laisser improductives nos richesses en tabac, le gouvernement local, en l'occurrence, souhaite que soient ménagés les intérêts solidaires franco-coloniaux, par une amélioration de la protection des tabacs indochinois, qui font vivre 20.000 habitants et 1.000 ouvriers, et pourront fournir 16 millions de kilogrammes de produit annuel.

L'amélioration et le développement du cheptel peuvent aussi procurer à la colonie d'appréciables ressources, comme en témoigne la reprise des exportations de bétail depuis quelques mois.

Le discours du gouverneur de la Cochinchine se termine par un exposé des dispositions prises et des résultats obtenus à l'égard du dégage- ment des dettes agricoles, dont la disparition rapide est souhaitable pour un retour urgent à une économie normale.

Les dettes qui pesaient sur l'agriculture cochinchinoise avaient été contractées, les unes directement par de gros propriétaires fermiers, les autres auprès des Sicams (sociétés indigènes de crédit agricole mutuel) par de moyens et de petits propriétaires. L'ensemble de la dette agraire de la Cochinchine a été évalué au plein de la crise à 30 millions de piastres. Un tiers a été aménagé à la faveur d'une avance de 10 millions consentie par le gouvernement général et le reste est sur le point de l'être. On jugera de l'importance de cet endettement par le fait qu'il intéressait 215.000 hectares, soit le dixième de la superficie des terres affectées à la culture du riz.

La situation des Sicams, très engagée auprès de la Banque de l'Indochine à laquelle ils empruntent les sommes qu'ils prêtent eux-mêmes à leurs adhérents, a retenu toute la bienveillante attention du gouvernement local. En dehors des annulations d'intérêts en retard pour les années antérieures à 1934, le taux d'intérêt des prêts a

été ramené de 10 à 7,50, puis à 6,50 %. En outre, les budgets publics ont apporté une aide appréciable de trésorerie aux propriétaires endettés avec les Sicams, en faisant à ceux dont la situation de fortune était encore gênée les avances remboursables nécessaires à l'acquittement de leurs intérêts, et l'administration a obtenu de la Banque des délais pour les remboursements prévus. De son côté, le gouvernement général a consenti à faire bénéficier les Sicamants du régime des prêts à long terme créé par la loi du 26 avril 1932.

Enfin, chaque fois que cela a été possible, les lopins de terre nantis à la Banque de l'Indochine par des sicamants malheureux ou ruinés ont été rachetés par les budgets provinciaux ou communaux et remis avec des contrats de location-vente à leurs anciens propriétaires qui pourront, la prospérité revenue, en redevenir possesseurs.

La bonne volonté des débiteurs apparaît certaine si l'on considère l'importance des sommes, en capital et en intérêts, remboursées à la Banque de l'Indochine par les sicamants : elles atteignent du 1^{er} janvier 1933 au 31 août 1935, sur une dette initiale au 1^{er} janvier 1933 de 10.677.761 piastres, 4.906.691 piastres.

La situation financière et budgétaire du budget local s'avère saine et équilibrée ; l'exercice 1934 a laissé un excédent de 335.409 piastres. Les perspectives de l'exercice 1935 s'avèrent heureuses ; au 1^{er} septembre 1935, les recouvrements effectués s'élèvent à 7.290.000 piastres contre 6 millions 150.000 piastres l'année précédente.

Le budget, présenté par le gouverneur au Conseil colonial pour l'année 1936, monte à 12 millions de piastres, en progression sur celui de 1935 qui était de 11.266.000 piastres. Cette augmentation est fondée sur le redressement général du pays et non sur une élévation nouvelle des contributions et des taxes. Celles-ci, au contraire, ont été diminuées, notamment de 10 % sur les patentes, de 20 % sur les rizières dans les provinces du Trans-bassac, de 1 piastre sur l'impôt des asiatiques étrangers.

Parmi les dépenses inscrites au budget, notons un crédit de 300.000 piastres pour le dégage- ment des dettes agraires inférieures à 5.000 piastres, complété par une inscription de 250.000 piastres pour le remboursement des dettes de propriétaires fonciers contractées par billets escomptés dont le gouvernement local a garanti le paiement.

Enfin, 360.000 piastres sont prévues pour l'aménagement et l'entretien de routes, curage de canaux, création de nouvelles voies de communication des provinces de l'ouest dont l'importance a été reconnue au point de vue de la formation de la richesse cochinchinoise.

En terminant, le gouverneur Pagès a mentionné le civisme et la sérénité avec lesquels la population cochinchinoise a accueilli les décrets-lois, bien que ceux-ci aient touché à des intérêts privés

éminemment respectables et à des situations de famille vraiment dignes d'intérêt.

La Fédération des Syndicats d'agriculteurs et d'exportateurs de riz. — Une importante réunion s'est tenue le mois dernier à Saïgon, où a été envisagée par les producteurs et les exportateurs de riz la situation du marché.

Une fois de plus ont été étudiées les possibilités d'exportation en Chine, pour compenser la réduction des achats de riz par la métropole. Le représentant des exportateurs a fait remarquer que l'entrée du riz en France était subordonnée au cours des céréales métropolitaines et que le relèvement des prix du blé pourrait faciliter à nouveau les ventes du riz. Quant à la difficulté de trouver des débouchés en Europe, en Allemagne et en Pologne notamment, elle provient du défaut d'homogénéité et de standardisation des riz indochinois, handicapés à cet égard par la qualité plus régulière des riz birmans et siamois. D'autre part, ces riz sont exportés sous la forme cargo, ce qui permet de les faire travailler par les usines européennes alors que les exportateurs cochinchinois, qui sont en même temps usiniers, sont surtout enclins à livrer du riz travaillé. C'est une des raisons pour lesquelles les perspectives avec la Pologne, qui possède des rizeries à Gdynia, sont peu encourageantes : la Pologne importe du riz cargo pour utiliser ses usines. Quant à l'Allemagne, elle n'importera nos riz que dans la proportion où nous lui achèterons ses produits manufacturés. Des offres faites par des syndicats allemands n'ont pas abouti, en effet, parce qu'elles eussent nui aux industries françaises manufacturant des articles similaires. Par ailleurs, le problème du clearing allemand rend l'entreprise hasardeuse et d'apparence assez difficile. Reste le marché chinois, dont les perspectives, au sentiment des membres du syndicat des producteurs de riz, sont les plus grandes bien que, par la récente convention de Nankin, le gouvernement chinois ne se soit engagé à favoriser les importations de riz d'Indochine que pendant deux ans.

Sur les véritables motifs qui ont incité le gouvernement chinois à un engagement aussi limitatif, le représentant des exportateurs a fourni des informations qui confirment entièrement ce que nous avons écrit nous-même à ce sujet dans *l'Asie française*. Au cours d'un récent voyage en Chine, le représentant des exportateurs a constaté le développement énorme de la culture du riz. La « grande bouche à riz » s'organise pour produire assez pour sa consommation. On est encore loin de compte, mais la menace est latente pour l'avenir.

Aussi est-il urgent de faire comprendre aux producteurs de riz la nécessité de la production d'un riz homogène, d'une qualité capable de concurrencer avec succès les autres riz sur le grand marché européen. L'office du riz et les services agricoles et les exportateurs eux-mêmes s'y em-

ploient déjà. Mais ces efforts d'amélioration de la production doivent être soutenus par une incessante propagande sur les marchés du riz, en Europe comme dans les autres parties du monde.

L'Office du riz. — Lors de son dernier séjour à Saïgon, le Gouverneur général a visité, en compagnie du Gouverneur de la Cochinchine, les services centraux de l'Office du Riz.

Au siège de l'Office, son directeur, M. Devisme, a remercié le chef de l'Union pour le témoignage nouveau d'intérêt qu'il donnait, par sa visite, aux travaux de cet organisme, qu'il a toujours suivis avec une attention soutenue.

Puis il a montré le plan qui avait présidé à l'organisation des divers services de l'institution. Il a résumé enfin dans leurs grandes lignes les problèmes si variés et nombreux, d'une importance capitale pour l'avenir rizicole de la Cochinchine, qui s'étaient posés tant pour la connaissance du « milieu » (nature des terres, nature et régime des eaux, climat, ennemis de la culture) et pour celle de la plante (ses variétés et pour chacune d'elles ses caractéristiques, aptitudes, exigences, la qualité de son produit) que pour la connaissance de la qualité de la production, des conditions techniques de celle-ci, de son volume et de ses conditions économiques, indiquant les résultats tangibles obtenus après cinq ans d'efforts ininterrompus.

Sous la conduite du Directeur, M. René Robin et M. Pagès ont ensuite inspecté les diverses installations de l'Office : collections de génétique, usine d'essais : laboratoire de technologie du riz ; laboratoire d'études chimiques spéciales ; laboratoires d'études en grande série des terres, des eaux, des engrais ; bureaux d'étude du génie rural, de génétique, du secteur de Cochinchine, de statistique ; secrétariat ; laboratoire de police phytosanitaire, s'arrêtant longuement dans chacune des divisions pour examiner la nature de leur travail et s'enquérant auprès de leurs chefs des résultats acquis et de l'objet de leurs prochains efforts.

Au cours de sa visite et des explications nombreuses qui lui ont été fournies en réponse à ses questions, l'attention du Gouverneur général a été retenue tout spécialement :

Par les techniques de détermination des limites de toxicité des eaux et des terres salées et alunées qui permettent de mettre en culture des terrains considérés jusqu'alors comme impropres au riz ;

Par l'aménagement hydraulique des terres sur le plan paysan, dans le cadre du village. Les conseils des brigades du génie rural mettent le petit cultivateur à même de réaliser cet aménagement par ses propres moyens dans les conditions les plus économiques ;

Par le procédé envisagé pour la multiplication des semences d'élite obtenues par l'Office, pour les variétés sélectionnées par ses soins, du triple point de vue cultural, industriel et commercial. Des fermes provinciales assurent déjà la petite

multiplication des semences pures produites par les stations d'essai de l'Office. Des coopératives s'occuperont à leur tour, dès l'an prochain, de la grande multiplication qui livrera les semences à la grande culture. Des semences confiées cette année aux fermes provinciales, l'Office du Riz escompte qu'il doit sortir en 1938 un million de tonnes de beau grain ;

Par les méthodes de désinfection des semences, principalement par le formol, qui rencontrent la plus grande faveur auprès du public annamite et ont permis de lutter avec succès contre des maladies redoutables pour le riz, comme le « tim » ;

Enfin par les possibilités qu'offre une nouvelle industrie rizicole que l'Office a étudiée avec le plus grand soin, celle du riz étuvé, susceptible de transformer des riz de mauvaise qualité en riz de choix par la diminution des brisures à l'usinage qui résulte de la préparation spéciale de ces riz. Le riz étuvé est une marchandise très demandée sur les marchés de l'Océan indien, comme l'Afrique du Sud, les Indes, la Réunion, Maurice, etc... Sa préparation en Indochine pourrait ainsi assurer de nouveaux et assez importants débouchés à la Colonie.

ANNAM

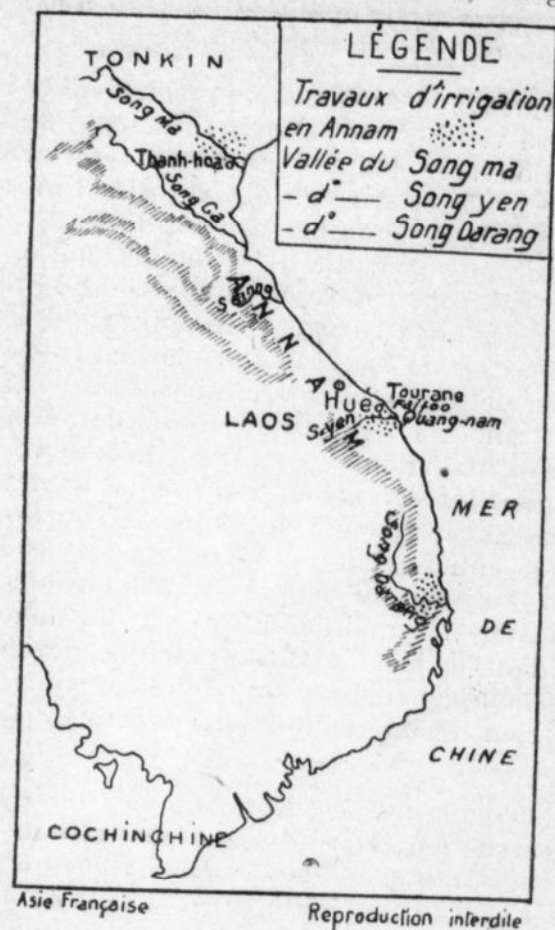
Les irrigations. — Sur une superficie de 147.000 kilomètres carrés environ vit une population de plus de cinq millions d'habitants. Mais par suite de la configuration physique du pays, que la Chaîne annamitique couvre du Nord au Sud en étirant jusqu'à la mer de nombreuses ramifications découpant son territoire en étroits deltas côtiers, l'étendue des terres cultivables, surtout dans le Nord et le Centre-Annam, se trouve très réduite. La « densité alimentaire » n'est plus du tout, de ce fait, en rapport avec la densité géographique.

Le problème du surpeuplement se pose ainsi dans certaines provinces de l'Annam comme dans le delta tonkinois. En dehors du complément, d'ailleurs précieux, qu'ils trouvent dans la pêche, les habitants du Trung-Ky tirent entièrement leur subsistance des travaux agricoles, aucun débouché industriel ne s'offrant à leur activité.

Le Gouvernement indochinois s'est, comme au Tonkin, préoccupé depuis longtemps de la situation malheureuse de ces populations, que rendent critique parfois les désastres accumulés par les typhons qui ravagent périodiquement les côtes d'Annam. Il a jugé nécessaire de préserver l'agriculture du pays des nombreux aléas provenant surtout de la sécheresse ou de l'insuffisante évacuation des eaux pluviales qui compromettaient les récoltes. Il a voulu par ailleurs accroître le rendement des terres cultivées et faciliter la mise en culture de terrains jusqu'alors en friche pour permettre de satisfaire aux besoins alimentaires de nos protégés, dont le nombre s'accroît progressivement, du fait même des bien-

faits d'ordre politique et social que notre action en ce pays leur a procurés.

A cette fin, d'immenses travaux d'hydraulique agricole, intéressant des dizaines de milliers d'hectares, ont été entrepris dès avant la guerre et se poursuivent encore en Annam, malgré les



TERRITOIRES IRRIGUÉS DE L'ANNAM.

difficultés d'ordre financier que connaît la colonie et malgré aussi les avatars nombreux que réservent un sol et un climat souvent hostiles.

Un nouveau réseau d'irrigation a ainsi été récemment terminé dans le Nord de la province de Quang-Nam, dont le chef-lieu, Faïfo, s'élève aux bords de la Mer de Chine, à une trentaine de kilomètres au sud du port de Tourane.

Les travaux commencés en 1931 viennent de se clore avec l'achèvement du barrage de retenue de An-Trach.

Ce réseau fonctionne par pompage.

L'irrigation a été réalisée par un système dit de « canaux bas », qui a consisté à creuser des canaux dans la plaine en utilisant autant que possible les dépressions existantes. L'eau amenée ainsi à l'intérieur des terres doit être ensuite élevée sur les rizières au moyen des pompes.

On a été contraint d'adopter ce mode d'irrigation pour plusieurs raisons. L'irrigation par gravité aurait conduit à des dépenses considérables et en partie inutiles en obligeant à alimenter les terrains les plus bas avec de l'eau élevée à la cote des terrains les plus hauts. D'autre part, si les canaux avaient été établis en remblai, ils auraient constitué un obstacle à l'écoulement des eaux en temps d'inondation et auraient subi chaque année des dégâts importants.

Le réseau de Quang-Nam nord comporte 43 kilomètres de canaux. A leurs extrémités, ces canaux ont été munis d'ouvrages : écluse, barrage déversoir, barrage effaçable en temps de crue, adaptés aux besoins et destinés à pourvoir aux nécessités de la navigation, à l'écoulement des eaux de crue et au maintien du plan d'eau dans le réseau en période d'irrigation.

Le barrage d'An-Trach, sur la rivière Song-Yen, qui vient d'être achevé, représente de beaucoup l'ouvrage le plus important du réseau. C'est en effet ce barrage qui autorise l'introduction dans le système des canaux de l'eau provenant du Song-Yen. Il a 97 m. 50 de long et comporte deux « bouchures » mobiles, de 33 mètres chacune, du type barrage en toit. C'est le premier barrage de ce genre construit en Indochine.

Il permet de maintenir le niveau de l'eau dans le bief amont à 3 m. 40 au-dessus de l'étiage en saison d'irrigation, ce qui est nécessaire pour alimenter les canaux et réduire la hauteur du pompage. Un système de vannes et de flotteurs le rend entièrement automatique. Il s'abaisse quand le niveau du Song Yen a tendance à monter, de façon à maintenir toujours le même niveau dans le bief amont. En temps de crue, il s'abat complètement. Son édification n'aggrave en rien les inondations qui pourraient se produire.

500.000 piastres environ ont été consacrées à la construction du réseau de Quang-Nam Nord. En dehors des avantages considérables qu'en retirera l'agriculture, cette construction aura fourni pendant quelques années du travail à de nombreux paysans de la région, palliant ainsi les difficultés nouvelles qu'engendrait pour eux la crise économique.

8.000 hectares de terres sont de la sorte livrés à des cultures diverses qui donneront des possibilités nouvelles à l'importante population de la région. L'extension du réseau par le creusement de nouveaux canaux reste possible et permettra de doubler dans l'avenir la zone irriguée. Ainsi se poursuit méthodiquement et sans défaillance l'œuvre entreprise par la France pour assurer à ses protégés des conditions plus sûres d'existence sur leur sol natal en les mettant, d'ores et déjà, à l'abri de la famine et en attendant que les circonstances aient permis d'organiser, vers les immenses et riches terres encore libres du sud de la péninsule, l'émigration (qui sera indispensable dans quelques années) du trop-plein de population des pays du Nord.

TONKIN

Les auto-rails. — La Compagnie des Chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan et le réseau des Chemins de fer indochinois viennent de procéder à des essais d'autorails qui ont donné toute satisfaction. Sur la ligne Hanoï-Haïphong, la vitesse de 90 kilomètres à l'heure a été facilement atteinte, bien qu'un wagon ordinaire de 4^e classe ait été attelé à l'autorail. La démon-

stration ayant été satisfaisante, l'organisation d'un service régulier est envisagée. Le parcours Hanoï-Haïphong serait effectué en 1 heure 50 ou 2 heures au lieu de 3 heures actuellement. La Compagnie sera pourvue incessamment de cinq autorails, chiffre suffisant pour le trafic considéré.

Sur la ligne Hanoï-Vinh, des essais d'autorails ont permis d'effectuer le trajet en cinq heures seulement. L'administration des Chemins de fer indochinois, encouragée par cette tentative, projette d'organiser sur le Transindochinois des services express avec des autorails. Le prix de ces véhicules ne dépasse pas 600.000 francs.

La Bibliothèque centrale de Hanoï. — Installée dans l'ancien palais du Kinh Luoc (ancien vice-roi du Tonkin), la bibliothèque centrale de Hanoï a été organisée par le service des Archives et Bibliothèques de l'Indochine. Mieux que toute description, quelques chiffres donneront une juste idée de son importance et des services qu'elle rend aussi bien aux Français qu'aux Annamites.

En 1933-1934, le nombre des lecteurs s'est élevé à 43.285, dont 38.885 Annamites. 68.729 communications de livres ou de périodiques ont été demandées, avec une moyenne journalière de 160 à 162 lecteurs, pour la plupart Annamites. Le nombre des volumes prêtés au dehors et sur autorisation spéciale aux travailleurs a été de 3.412. De juin 1933 à mai 1934, le nombre des ouvrages consultés ou empruntés atteint 62.800 volumes. Parmi eux, les romans sont sensiblement les plus nombreux (49.609 contre 13.115 ouvrages de fonds). Les romans d'aventures sont les plus appréciés. Alexandre Dumas père est le plus demandé ; puis viennent Maurice Dekobra, Pierre Benoît, Gaston Leroux, Henri Bordeaux, Delly, Conan Doyle, Félicien Champsaur, La Fouchardière, George Siméon, Francis Carco et Paul Bourget. Viennent ensuite Anatole France, Marcel Prévost, Balzac, E. Zola, Jules Romains. Parmi les auteurs indochinois, les plus lus sont Marquet, Herbert Wilde, Yvonne Schultz, de Pouvourville, Chivas Baron, Boissière et Henri Daguerches. Parmi les ouvrages de fonds, l'augmentation des demandes a porté surtout sur l'histoire, la littérature, les biographies, les ouvrages sur l'Indochine, les voyages. Les ouvrages scientifiques sont les moins lus. Les livres d'histoire, de littérature, de sciences et en dernier lieu de philosophie se partagent la faveur des Annamites.

Levant

PAYS DE MANDAT FRANÇAIS

Le statut douanier des Pays sous mandat à la Conférence impériale. — Nous avons signalé dans notre précédent numéro (cf. la p. 239) les

contingents prévus par la Commission économique de la Conférence impériale en faveur de l'ensemble des Etats placés sous notre mandat. Complétons ces indications en indiquant que, au point de vue du statut douanier, la Commission d'Economie générale ne s'est pas contentée de décider l'octroi, aux produits de ces pays, de facilités qui ne semblent pas incompatibles avec le statut international auquel ils sont subordonnés ; elle a en outre recommandé que ces mêmes pays puissent défendre leurs courants commerciaux en instituant des contingents de réciprocité sans contrevenir au principe d'égalité inscrit à l'article 22 du Pacte de la S.D.N.

Accord frontalier avec la Palestine. — Les journaux libanais du début de septembre annoncent la signature à Jérusalem, entre M. Hull, haut commissaire britannique *p. i.* en Palestine, et le comte d'Aumale, consul général, au nom du haut commissaire de France, d'un accord réglant une série de questions relatives aux frontières entre la Palestine et le groupe des pays sous mandat français. Ainsi se trouvent terminés des pourparlers engagés depuis un certain temps entre le gouvernement de la Palestine et la puissance mandataire, et réglés définitivement les rapports frontaliers, comme aussi fixée de manière précise et nette la frontière libano-syrienne avec la Palestine. L'*Orient* du 8 septembre dit que la convention garantit pleinement l'intégrité du territoire sous mandat français et fixe la situation de plusieurs zones restées jusqu'à présent indéterminées. Il ajoute encore :

Une clause particulière est consacrée au cas complexe des tribus nomades circulant entre les deux territoires. Les zones mixtes à l'intérieur desquelles ces tribus seront autorisées à se mouvoir ont été délimitées. L'accord énumère en outre les armes qu'elles seront autorisées à porter pour assurer leur sécurité et celle de leurs troupeaux ; il prévoit la constitution d'une commission mixte, qui se réunira une fois par mois, et aura charge de régler les litiges surgissant éventuellement parmi les nomades.

Cet accord, qui est entré en application dès le jour de sa signature, doit faire (dit-on) le sujet d'un communiqué qui mentionnera dans tous leurs détails ses différentes stipulations.

Mort du Président Charles Debbas. — Le président Charles Debbas est mort à Paris, dans la nuit du 28 au 29 août, après une courte maladie. C'était un homme qui aimait profondément son pays et qui lui avait rendu des services éminents, surtout depuis 1919. Directeur de la Justice en 1920, après que le général Gouraud eut solennellement proclamé l'indépendance du Liban, il fut élu en mai 1926 président de la République libanaise, puis réélu en 1929 ; plus tard, à la demande de M. de Martel, il accepta de devenir député, puis président de la Chambre, et il le demeura jusqu'à la fin de 1934. Jeune encore (il était né à Beyrouth en 1885), Charles Debbas n'avait pas achevé sa carrière et pouvait rendre à nouveau de très grands services à sa patrie, lui qui « cherchait par tous les moyens à favoriser

les progrès économiques du pays en même temps qu'il attendait du mandat français les conditions politiques de prospérité ».

Comme, dans la *Correspondance d'Orient*, M. Georges Sammé, qui vit longuement Charles Debbas quelques heures à peine avant sa mort, le Liban a payé au président défunt un émouvant tribut d'hommage, de reconnaissance et de regret. Il lui a fait, le 1^{er} octobre (le corps était arrivé à Beyrouth le 30 septembre, amené par le *Mariette-Pacha*) des funérailles nationales. Celles-ci ont eu lieu, après une veillée funèbre au cours de la nuit du 30 septembre au 1^{er} octobre, dans la cathédrale grecque-orthodoxe Saint-Georges ; le patriarche grec-orthodoxe d'Antioche, Mgr Alexandros Tahan, donna l'absoute, entouré de plusieurs évêques et de tout le clergé. Au cimetière Saint-Dimitri, trois discours furent prononcés, en présence des présidents des républiques libanaise et syrienne (Ali bey Abed était venu tout spécialement de Damas), par M. Lagarde, délégué général du Haut Commissaire, par l'émir Chehab et par le Dr Fayad.

Du suprême adieu adressé par M. Lagarde, au nom de la France, à feu Charles Debbas, nous détachons le passage suivant :

C'est pour beaucoup à son habileté que le Liban doit d'avoir ignoré les soubresauts et les tumultes qui semblent la rançon nécessaire de l'instauration d'un ordre nouveau.

Il connut les enthousiasmes et les succès. Les déceptions ne lui furent pas non plus épargnées. Dans ses derniers jours il lui arrivait de commenter avec une rigueur incisive ces revirements de l'opinion : de ces épreuves il avait conservé cette amertume distante et hautaine contre laquelle se défendent mal ceux qui ont cédé à la griserie perfide du pouvoir.

Mais, même aux moments d'incertitude, il ne se laissa jamais aller à douter de l'avenir de sa patrie.

C'est en France qu'il avait puisé cet optimisme et cette foi vivaces : nul mieux que lui n'était à même d'attester le généreux idéalisme de la sœur aînée, son amour inlassable pour la liberté, le désintéressement de l'élan qui la porta sur ces rivages. Il se plaisait à répéter que le lien qui unit les deux peuples est indissoluble et sacré.

A l'heure où, les passions apaisées, il paraissait prêt à reprendre la tâche, le Seigneur le rappelle à Lui. Votre deuil, Madame, est le deuil de tout un pays jeune, qu'étreignent à la fois l'inquiétude et la reconnaissance. En m'associant pieusement aux prières par lesquelles la liturgie chrétienne implore pour les trépassés le repos éternel, je forme le vœu que, remportant sur elle-même la plus belle des victoires, la nation libanaise se serre plus unie sous les plis du drapeau qu'il aimait tant.

Les Assyro-Chaldéens dans le Ghab syrien. — Le Conseil de la S. D. N. s'est, dans sa session de septembre, occupé une fois encore du sort des Assyro-Chaldéens. Il a entendu un rapport de M. Lopez Olivar relatif à l'établissement de ces pauvres gens sur la rive gauche de l'Oronte, immédiatement en aval du confluent de l'Acharné, en territoire alaouite ; là, au pied des montagnes, on peut aisément construire des villages ; mais les travaux de drainage, d'irrigation et d'amodiation du terrain coûteront une somme totale de 62 millions de francs. Du moins, grâce à ces tra-

vaux, les nouveaux venus pourront-ils, non seulement cultiver le coton et le riz (ce sera, pense-t-on, leur principale occupation), mais aussi pratiquer l'élevage du bétail dans d'excellentes conditions. Ce rapport a fourni à M. Eden l'occasion d'annoncer que le Gouvernement britannique contribuerait, au nom de la Grande-Bretagne, aux frais d'établissement des Assyro-Chaldéens dans le Ghab pour une somme qui ne pourrait, en aucun cas dépasser le chiffre de 250.000 livres sterling, pourvu que le Parlement approuvât cette décision et que le gouvernement irakien lui-même, doublant le versement de 125.000 livres sterling annoncé par lui, fournit aussi une subvention égale à celle de la Grande-Bretagne, soit 250.000 livres sterling. L'accueil le plus favorable a été fait par le Comité politique de la S. D. N. à ce projet, et par 29 voix contre 0 (mais avec 7 abstentions), ce Comité a approuvé l'affectation de 1.300.000 francs suisses à la réalisation du transfert des Assyro-Chaldéens en Syrie, sous réserve de l'approbation du Comité supérieur de Contrôle de la Ligue.

Pendant ce temps, le projet se réalise graduellement. Il en a été déjà question précédemment ici même (cf. le numéro de juin-juillet, p. 198-199) ; durant les quinze premiers jours de septembre, 2.300 Assyriens ont passé de Mossoul et du Nord de l'Irak dans le Ghab de Syrie. D'autres ont passé dans la Haute-Djésireh, où l'installation des familles de réfugiés avait dû être arrêtée pendant quelque temps, faute d'abris pour les loger. L'exode des Assyriens se poursuivra de la sorte, à une cadence assez rapide, jusqu'à la fin d'octobre ; alors la mauvaise saison obligera à l'interrompre.

Le général Jacquot, délégué du Haut-Commissaire dans la Djésireh et commandant des troupes de la région de l'Euphrate, a demandé, dit-on, à Beyrouth, la création d'écoles primaires à l'intention des jeunes réfugiés.

L'arrivée continue des réfugiés augmente (à en croire une dépêche de Damas publiée le 4 octobre par *la Syrie*) le mécontentement des milieux nationalistes de l'Etat de Syrie. Les nationalistes semblent craindre que les Assyriens, qui se sont distingués pendant la Grande Guerre, forment avec le temps une troupe spéciale.

PAYS DE MANDAT BRITANNIQUE ET IRAK

Le congrès sioniste de Lucerne. — Le 20 août s'est ouvert à Lucerne, sous la présidence du D^r Sokolov, le dix-neuvième congrès sioniste ; il s'est terminé le 3 septembre par l'adoption d'un certain nombre de résolutions qui avaient été précédemment discutées longuement. Parmi les principales questions étudiées au cours de la session dans les séances de commissions, il faut signaler au premier rang celles de l'émigration, de la politique foncière et de l'engagement des Israélites dans les services publics de la Palestine, enfin celle de la création d'un conseil légis-

latif. Nous ne dirons rien de cette dernière discussion ; au contraire, nous noterons que la politique adoptée par la puissance mandataire au sujet de l'immigration juive a été généralement critiquée ; les délégués eussent souhaité une admission plus large de leurs compatriotes en Palestine. C'est ce que le D^r Weizmann exposa très fortement le 27 août, en séance plénière ; pour lui, en réponse à la tragique situation créée aux Juifs en Allemagne par le Troisième Reich, il fallait constituer une Palestine juive forte, puissante, travailleuse, imposant le respect. Le gouvernement britannique eût dû la créer, la déclaration Balfour l'y invitait ; il a malheureusement préféré ne presque rien faire de positif.

La discussion dont nous n'indiquons ici que quelques traits avait été précédée d'une revue générale de la situation actuelle de la Palestine. D'après le Dr Ruppin, auteur de ce rapport, la population israélite de la contrée est d'environ 350.000 individus, dont 90 centièmes n'ont besoin d'aucune aide ; les Juifs constituent le quart de la population totale du pays. Leurs plantations d'orangers rapportent annuellement 1 million de livres sterling, et cependant c'est seulement 15 centièmes de la population juive qui se livrait à l'agriculture en 1931, et la proportion est moindre encore aujourd'hui ; aussi faut-il élargir cette base agricole, d'autant plus qu'il n'existe pas d'Arabes sans terre, à en croire le D^r Ruppin, qui contredit nettement sur ce point le rapport de Sir John Hope Simpson. En ce qui concerne les entreprises industrielles, elles ont rapporté 2.300.000 livres sterling en 1927 ; les 8.000 Juifs qui s'en occupaient alors sont devenus 19.600 en 1933 et la production annuelle des entreprises industrielles s'est élevée alors à 5.350.000 livres.

Tels sont les principaux points de ce rapport, qui a constitué le point de départ de la discussion dont il a été question plus haut. Le Congrès sioniste s'est terminé par l'élection d'un nouveau bureau de l'Organisation sioniste et de l'Agence israélite ; le D^r Chaim Weizmann a été nommé président à la place du D^r Nahum Sokolov.

Aussitôt après la clôture du dix-neuvième congrès sioniste a été tenu à Vienne, le 7 septembre, le congrès de la Nouvelle Organisation sioniste, que préside M. Vladimir Jabotinsky. Celui-ci a déclaré que le but de ceux qui se sont rendus à ce Congrès est de donner à tous les Juifs la liberté dans un Etat, où tout Israélite sera citoyen, à moins qu'il ne renonce formellement à cette situation. Dans peu d'années, une assemblée nationale élue par la majorité du peuple juif proclamera la « communauté mondiale du Sionisme », donnera le nom de « Parlement » à ses assemblées, demandera la reconnaissance officielle de ses droits souverains, etc... Cette même assemblée proposera un plan décennal pour la réalisation d'un Etat de majorité juive sur les deux rives du Jourdain et travaillera à l'établissement dans la région de 1.500.000 immigrants

juifs venus de toutes les contrées de la dispersion (1).

Les vœux du Congrès musulman d'Europe relatifs à la Palestine. — Le comité permanent du Congrès musulman d'Europe, dont le siège est à Genève, a expédié à la S. D. N., conformément aux décisions dudit Congrès un télégramme ainsi conçu :

Le Congrès musulman d'Europe, soucieux de la sauvegarde des droits religieux musulmans, croit de son devoir, tout en s'écartant de la politique, d'attirer votre attention sur le très grave danger résultant de l'activité sioniste en Palestine, qui tend, par l'intensification de l'immigration israélienne continuelle, à transformer ce pays en Etat juif. La réalisation de ce dessein provoquerait fatalement les plus fâcheuses conséquences pour la paix mondiale, ce dont nous tenons dès maintenant à vous prévenir.

Des communications analogues, relatives au même sujet, ont été adressées au Gouvernement britannique et aux différents Etats musulmans.

Unité douanière de la Palestine et de la Transjordanie. — Un accord a été signé et ratifié en juin dernier entre la Grande-Bretagne et la Transjordanie en vertu duquel il n'existe pas de frontière douanière au long du Jourdain entre la Palestine et la Transjordanie. Le texte de cet accord a été publié sous le numéro Cmd. 4999.

Liquidation de l'insurrection des Mountefik. — Le tribunal militaire qui a été chargé de punir les révoltés irakiens a prononcé trois condamnations capitales contre trois individus coupables d'avoir favorisé les forces rebelles au détriment de l'armée régulière ; ils ont été pendus en septembre à Chirwan Mazen. D'autres condamnés ont été plus heureux ; à l'occasion du second anniversaire de son avènement au trône, le roi Ghazi leur a fait grâce. C'a été le cas pour 14 habitants de Khadimain, condamnés à différentes peines de prison, et pour tous les nomades impliqués dans la dernière insurrection de l'Euphrate.

TURQUIE

La propagande communiste. — Nous avons déjà signalé à différentes reprises, et même assez récemment (cf. le numéro de juin-juillet, p. 202), l'activité de la propagande communiste en Turquie ; dans le courant de septembre, cette propagande a redoublé d'intensité, non seulement à Stamboul, mais aussi à Ankara et à Ismir. Avertie du fait, la police a décidé, pour en empêcher le développement et rendre la surveillance le plus efficace possible, de faire circuler en costume civil tous ses agents hors service, et de leur faire visiter tous les endroits publics, afin d'y découvrir, si possible, les agents communistes ; elle a, d'autre part, intensifié la surveillance des bâtiments arrivant des ports soviétiques de la mer Noire.

Une de ces mesures a eu un résultat heureux.

(1) Peut-être apprendra-t-on avec intérêt que l'Autriche a envoyé en Palestine 518 émigrants en 1934 au lieu de 229 en 1933.

Une descente opérée par la police dans une maison suspecte a permis d'y découvrir et d'y saisir quantité de brochures subversives et de pamphlets de propagande communiste.

Collaboration soviétique. — La pose de la première pierre du « combiné text » (filature et tissage) de Nasilski a eu lieu à la fin d'août, en présence du ministre de l'Economie nationale, Djemal Baiar, et du consul général des Républiques soviétiques à Ismir. Ce sont en effet des ingénieurs soviétiques qui doivent construire ce « combiné ». Environ quinze jours plus tard, le 16 septembre, a été inauguré officiellement un autre « combiné », celui de Kaiseri (Césarée), et cette cérémonie a fourni l'occasion de grandes fêtes turques.

Relations économiques avec la Grèce. — Au rapport des journaux grecs, la convention commerciale en vigueur entre Turquie et Grèce a été dénoncée par le gouvernement d'Ankara et des négociations nouvelles ont été engagées entre les représentants des deux pays. La délégation turque a été priée par Athènes de préciser ses propositions et aurait, au témoignage de la *Proïa*, formulé au début de septembre des exigences vraiment exagérées. La Grèce fera, dit ce journal, tout son possible pour donner satisfaction aux demandes de la Turquie ; mais elle ne saurait, pour ce faire, sacrifier ses propres intérêts.

Auparavant, la Turquie avait été agréable à la Grèce en décidant de participer officiellement à la foire de Salonique. Mais la presse constate avec peine, d'autre part, la diminution constante, depuis quatre ans, du nombre des élèves fréquentant les écoles grecques de Constantinople ; elles avaient perdu, à la fin de l'année scolaire 1934-1935, 1.092 élèves sur les 8.503 qu'elles comptaient en 1932. Le *Messenger d'Athènes* du 25 juillet y voit la conséquence de la diminution de l'élément grec à Constantinople, et cette diminution résulte elle-même (dit-il) de la décadence du mouvement commercial et de certaines restrictions professionnelles dont les Grecs ont souffert en Turquie.

Encore la question du costume ecclésiastique. — Quand ils assistent aux réunions du Saint Synode, les évêques orthodoxes peuvent-ils porter le costume ecclésiastique, telle est la question posée au milieu du mois d'août par le Patriarche OEcuménique de Constantinople au vali de cette ville. Pour le Patriarche, il doit bien en être ainsi ; les réunions ont lieu au Phanar, dans une salle spéciale, en présence des ikones, devant lesquelles brûle perpétuellement un cierge. Les réunions du Saint Synode équivalent donc aux cérémonies religieuses ; et dès lors, la conclusion s'impose. La question a paru mériter un mûr examen ; elle a été soumise par le vali à Ankara, au ministre de l'Intérieur, qui prendra la décision et édictera les règlements nécessaires.

ARABIE

Un jugement sur le « colonel » Lawrence. — Les journaux ont annoncé la mort, survenue le 18 mai à l'hôpital de Wool (comté de Dorset), du « colonel » Thomas-Edward Lawrence, qu'un accident de motocyclette avait jeté dans le coma 142 heures auparavant. Ils ont, à cette occasion, évoqué la « splendide existence d'aventures » et exalté le « grand caractère » de ce singulier personnage, dont les avatars se sont continués après la guerre et qui a, de son vivant même, travaillé à se poser devant l'histoire comme il voulait être jugé par elle ; ils ont parlé de ce « roi sans couronne » et raconté son rôle pendant les années 1917-1918 en s'inspirant de ses propres récits. Cette façon de procéder a poussé un des hommes les plus capables d'apprécier exactement Lawrence à renseigner les lecteurs de la *France militaire* et à « mettre les choses sur le plan de la réalité exacte avec toute l'impartialité de l'historien ». De là un article publié le 12 juin dans le journal précité ; nous en extrayons ce qui suit :

C'est en octobre 1916, alors que le soulèvement des Arabes de la Mekke est du 10 juin 1916, que Lawrence, en uniforme d'état-major anglais, vint prendre contact avec les chefs du mouvement. Et s'il s'accrocha à l'émir Faïçal, il fut toujours mal vu du roi Hosséin et de l'émir Abdallah.

Si l'émir Faïçal, qui mourut roi de l'Irak dans des conditions mystérieuses, avait écrit ses mémoires, on y verrait sans doute que celui qui menait l'autre n'était pas l'Européen. Faïçal, pendant qu'il était obligé de résider à Constantinople, otage du sultan rouge Abd-el-Hamid, y avait fait son éducation politique. Et dans ses *Cinq ans de Turquie*, livre honnête et aussi impartial que les circonstances le permettaient, le général Liman von Sanders écrit textuellement : « J'avais bien connu l'émir Faïçal à Constantinople au cours de l'été 1914. C'était le type du grand seigneur arabe. Elevé à l'européenne, il parlait parfaitement l'anglais. Notre goût commun pour les sports nous avait fait rencontrer dans différentes occasions et nous avions même entretenu des relations personnelles. »

Du reste, quand, à Lyon, le 28 novembre 1918, j'eus à faire prévenir l'émir Faïçal de la volonté du gouvernement français de ne pas admettre Lawrence s'il continuait à porter son déguisement de pseudo-bédouin (car il s'habillait en blanc, costume inusité chez des gens toujours vêtus d'habits de couleurs sombres), l'émir, avisé vers dix-huit heures, renvoya Lawrence en Angleterre à vingt-deux heures, sans une minute d'hésitation : il n'en avait pas besoin. Et Lawrence préféra partir que de reprendre sa tenue d'officier, sous laquelle le bluff n'était plus possible.

Lawrence me renvoya sa croix de guerre française (dont j'avais rédigé le motif de citation), mais garda la croix de la Légion d'honneur. Il avait déjà renvoyé au roi d'Angleterre des décorations britanniques, et donné sa démission de lieutenant-colonel à titre temporaire, grade auquel il était parvenu. De sorte que ceux qui le qualifient de colonel commettent une erreur à tous points de vue.

En réalité, la partie de l'Arabie qui s'est soulevée à l'appel du Malik Hosséin est, à peine le dixième de la péninsule. Tout le reste était resté neutre ou hostile aux alliés.

La marche sur Damas du détachement de l'émir Faïçal n'a pu être faite que grâce à la victoire de l'armée britannique du général Allenby. Et elle a eu pour base le détachement des cinq cents Maugrebins du commandant Pisani, dont notre presse s'obstine à ne jamais parler, car ce beau soldat est un modeste et n'a rien d'un cabotin : pas un Bédouin du Hedjaz n'y a pris part.

Il faut bien rappeler que j'ai écrit avec des faits précis cette histoire épique, mais de proportions modestes (*Le Hedjaz dans la Grande Guerre*), et que le récit prouve de manière incontestable que Lawrence, chaque fois qu'il intervint, montra son inexpérience complète : non-reconnaissance des points d'eau ; échecs répétés sur la voie ferrée, alors que toutes nos attaques réussissaient (et je parle aussi de celles des Bédouins) ; manque absolu de service de renseignements, qui faillit amener la perte de Pisani, le 26 septembre 1918, où celui-ci ne se tira d'affaire que par une audace véritablement admirable.

Lawrence ne pensait qu'à une chose : être à Damas contre la France. Sa haine pour nous est à la base de toutes les difficultés anglo-françaises en Orient, si lamentables non seulement pour nous, mais pour la cause de la paix en Europe. On ne saurait exagérer le vilain caractère de son action, où il se servit, dans un but personnel, de l'influence que lui donnaient les subsides considérables de la Grande-Bretagne et la victoire britannique.

Lawrence haïssait les Français, les catholiques, et voici ce qu'il dit des soldats anglais : « Cette livrée de mort, véritable mur, isolant ceux qui la portent des contingences de la vie normale, témoigne qu'ils ont vendu à l'Etat leurs volontés et leurs corps ; ils se sont engagés dans un service que le fait même de s'y être engagé volontairement ne rend pas moins abject. »

Tout commentaire est inutile.

Ajoutons que Lawrence a fait tuer ses blessés « par humanité », qu'il a donné l'ordre de ne pas faire de prisonniers, qu'il s'est refusé à joindre ses efforts à ceux du major Winterton et du capitaine Pisani pour empêcher le massacre des captifs, à quoi les deux autres sont parvenus sans lui.

Le général Brémont, qui tient pour « très supérieurs à lui à tous les points de vue : jugement, technicité, et surtout expérience (qui lui faisait complètement défaut) », les trois chefs de Lawrence au service des renseignements au Caire : le général Clayton, le professeur Hoggarth et sir Ronald Storrs, laisse parfaitement entendre son sentiment sur l'homme qui vient de disparaître quand il écrit :

La Grande-Bretagne qui, sagement, mise sur tous les tableaux, a eu en Arabie, pendant la guerre, trois officiers *politiques* auprès des souverains arabes : le capitaine Philby auprès d'Ibn Seoud, émir du Nedjed, cette Auvergne arabe ; le lieutenant-colonel Jacob auprès de l'iman Yahia, souverain du Yémen, Alpes de l'Arabie, et Lawrence auprès de l'émir Faïçal.

On sait que c'est Philby qui a donné le résultat le plus grand. Et la place de Jacob était certainement la plus difficile. Cependant, qui parle d'eux ?

Mieux encore. Il ne craint pas de voir dans Lawrence « un homme peu pondéré, qui fut un ennemi déclaré de notre pays ».

Le *Times* du 25 septembre a annoncé la découverte d'un manuscrit inconnu de Lawrence, un récit de la Révolte arabe entièrement écrit de la main de l'auteur. Les douze pages, dont chacune est signée par Lawrence, contiennent le premier et le plus concis des récits rédigés par lui des événements auxquels il a été mêlé ; elles ont été écrites en janvier 1919, à la demande de la délégation américaine à la Conférence de la Paix, pour la renseigner sur la question arabe.

Extrême-Orient

CHINE

Mort de M. Wilden. — En la personne de M. Wilden, ministre de France à Pékin, disparaît l'un des meilleurs serviteurs de l'action française en Chine.

Modeste interprète du chemin de fer de Hankou à Pékin, les événements de 1900 lui fournirent l'occasion de donner sa mesure. Il fut parmi les vaillants défenseurs du quartier des Légations. Sa conduite courageuse, les services distingués qu'il rendit lui valurent, en même temps que la Légion d'honneur, l'entrée dans la carrière consulaire. Nommé d'abord consul suppléant à Tchonking, puis consul à Tchentou, délégué du ministère des Affaires étrangères à Yunnanfou, consul général à Changhaï, il occupe ces postes difficiles avec une égale bonne humeur, une compétence qui sait faire face à toutes les circonstances, une philosophie et, quand il le faut, une froide volonté toujours égales.

Psychologue profondément averti des hommes et des choses de Chine, partout il est à la fois apprécié et écouté ; au Setchouen, au Yunnan, il défend avec énergie et succès nos intérêts menacés au milieu des pires crises intérieures ; à Changhaï, il les sauvegarde parmi les plus sérieuses complications internationales.

A tous ses dons, il joignit celui d'être heureux. Accueillant, généreux et prodigue, il dépensa sans compter au service de la Nation ses deniers personnels, semblable à ces diplomates d'Ancien Régime qui se ruinaient au service du Roi. On assure que, par deux fois, l'aida la Fortune, qui n'est pas toujours aveugle, par l'intermédiaire de ces sweepstakes que la vieille Chine connut avant nous. Non seulement la chance le favorisa, mais le Ministère des Affaires étrangères lui rendit justice.

En 1927, M. Wilden est nommé ministre plénipotentiaire à Bangkok. Cette première infidélité à la Chine est suivie d'une autre. Quelques mois plus tard il est envoyé en Perse ; mais la désignation de M. de Martel pour Tokyo laisse vacante notre légation en Chine à laquelle toute sa carrière et ses talents le destinaient. En 1930, M. Wilden est donc affecté à Pékin ; comme partout ailleurs, son activité ne s'y démentit pas. On lui doit notamment la fin de longues négociations relatives à un accord concernant l'Indochine commencées en 1929, interrompues en 1932, puis reprises, et qu'en mai dernier il sut mener à bon terme.

Ce fut le dernier succès de ce diplomate persévérant, averti, masquant sous une aimable souplesse d'allure et de pensée la longue suite de ses résolutions et qui fut pendant plus de trente ans un artisan fervent et habile de l'entente franco-chinoise.

Avec émotion, l'Asie française offre à sa mé-

moire le juste hommage de sa gratitude et de ses regrets.

P. B. DE LA B.

Le Bloc nippo-mandchou-chinois. — La politique de collaboration sino-japonaise dont nous avons signalé les premières manifestations (v. page 164) est allée se développant, si bien qu'aujourd'hui le nord de la province du Hopei (Tcheli), c'est-à-dire la zone démilitarisée (traité d'armistice de Tangkou, 31 mai 1933), est librement ouvert aux initiatives nippones. On sait que les plus chauds partisans de cette politique, approuvée d'ailleurs par la généralité de la presse indigène, se trouvent dans les milieux dirigeants de Nankin (page 245). Le mouvement se propage, et l'on voit des diplomates en vue, tel M. Wellington Koo, hostiles naguère à toute aide étrangère ne provenant pas du concours concerté des puissances occidentales, se tourner vers le Japon. Dans sa *Politique de Pékin*, M. Monestier cite précisément fort à propos une déclaration de M. Koo :

De nombreuses raisons militent en faveur d'une étroite coopération entre la Chine et le Japon. Mais il faut que cette coopération soit basée sur un principe d'absolue égalité... Depuis l'incident de Mandchourie, la Chine a toujours cédé du terrain au Japon. Il est à espérer que les autorités nippones se rendront compte de la situation réelle et qu'elles poursuivront une politique profitable aux deux pays. Si la Chine peut achever son programme de reconstruction, le commerce japonais ne pourra qu'en profiter.

L'emprise japonaise sur les districts septentrionaux qui confinent à la Grande Muraille se précise. Elle détermine des mutations administratives qui ne sont pas insignifiantes. Ainsi le gouvernement provincial du Hopei a été placé sous l'autorité du général Chang Chen que l'on dit être favorable à l'engagement de conseillers techniques japonais. Plusieurs de ceux-ci sont déjà en place. Ils apportent leurs soins à l'exécution d'un programme de mise en valeur par des plantations de céréales et de coton, ainsi que par l'exploitation de gisements. On prévoit que le champ d'activité d'abord envisagé s'étendra pour comprendre une partie du Chantong, le Chansi et le Tchahar.

L'effort de réalisation s'appuierait sur le Sud-Mandchourien, organe essentiel de la triple coopération. Ainsi se constituerait le bloc économique Nippo-Mandchoukouo-Chinois dont il est tant question depuis le début de l'année.

Nankin et Canton. — Au cours de ces derniers mois, les relations entre Nankin et Canton s'étaient sensiblement améliorées. Le départ pour l'Europe de M. Hou Han Min, grand doctrinaire de l'opposition, avait facilité les tentatives de rapprochement. Ne fût-ce que pour refréner les tendances japonophiles du gouvernement central, les chefs sudistes reconnaissaient la nécessité de se tenir en contact avec les dirigeants du Yangtsé, et ils avaient fait bon accueil aux émissaires de Chang Kai Shek ; l'un de ceux-ci resta en permanence dans la grande métropole

mériidionale. Le Conseil politique du Sud-Ouest, dirigé par le général Chen Tsai Tang, envoya également des représentants à Nankin. Cependant l'élément civil de la fraction cantonnaise du parti Kouomintang ne désarmait pas, et à la veille de l'ouverture du Congrès national du parti, cette minorité, forte de l'adhésion arrachée aux chefs militaires, demanda l'inscription à l'ordre du jour des 4 résolutions suivantes :

Punir les traîtres au parti et à la nation; définir une politique extérieure fondée sur la défense nationale; formuler un programme minimum de mise en valeur et réviser le tarif douanier actuel, préjudiciable à l'industrie nationale; organiser l'assistance aux paysans.

Devant ces exigences, Nankin ajourna au 12 novembre le Congrès du parti.

Réformes judiciaires. — Une conférence ayant pour objet l'amélioration de l'administration judiciaire a eu lieu à Nankin dans le commencement de septembre. De nombreuses résolutions ont été adoptées: création de tribunaux mobiles; organisation de tribunaux pour enfants; introduction du système du jury; ouverture de maisons de correction et de prisons modernes; emploi des prisonniers pour des travaux d'utilité publique; statut des avocats; garanties d'indépendance des juges, etc.

Notre compatriote, M. Padoux, ministre plénipotentiaire et conseiller du gouvernement national, était au nombre des experts.

La plupart des projets de réformes ont été transmis au Yuan judiciaire pour exécution.

Un institut d'études judiciaires a été établi sur le modèle du comité ayant fonctionné au Japon avant la promulgation de la constitution.

A la séance de clôture, M. Wang Ching Wei exprima l'espoir que les réformes adoptées se traduiront « par une plus grande sécurité pour la vie et les propriétés des nationaux et par plus de liberté et de bien-être pour le peuple ».

La presse chinoise a fait remarquer que la conférence judiciaire n'a pu avoir lieu que grâce aux relations plus confiantes entre les provinces et le gouvernement central.

L'adultère dans le nouveau Code pénal. — Le « Yuan Législatif » de la République chinoise procède depuis 1933 à la révision du code pénal. Terminée en octobre 1934, cette révision fut soumise pour discussion au Comité de Codification.

Un des articles concernant l'adultère provoqua de longues discussions, fit et fera encore sans doute couler beaucoup d'encre. C'est l'article 256, qui est ainsi conçu: « Toute femme qui, durant la vie de son époux, se rend coupable d'adultère avec un tiers, sera punie d'un emprisonnement d'une durée maxima de deux ans. Son complice sera passible de la même peine. »

Cet article qui punit seulement l'adultère de la femme et qui passe sous silence celui du mari, a provoqué les réclamations du parti féministe chinois. Au nom de l'égalité des sexes, égalité reconnue par l'article 6 de la Constitution provi-

soire, en vertu de l'article 84 de la même Constitution qui déclare nulle toute loi contraire à la Constitution, le dit parti a demandé l'annulation de cette loi.

Le « Yuan Législatif » parut une première fois céder à ces raisons et l'article 256 devint l'article 228 ainsi conçu: « Les personnes mariées reconnues coupables d'adultère seront punies de deux ans de prison au maximum et le complice sera passible de la même peine. »

Le parti féministe triomphait. Cependant, le 25 octobre 1934, la discussion fut reprise. Trois courants se dessinèrent parmi les membres du Yuan. Les uns voulaient revenir à l'ancien article 256, d'autres préféraient le nouvel article 228, enfin un troisième groupe demanda que tout article de ce genre fût effacé du code criminel. Il suffit, disait-on, de s'en tenir aux stipulations du code civil, qui accorde le divorce à toute personne mariée en cas d'adultère du conjoint.

Ainsi en fut-il décidé, au moins jusqu'au 30 novembre 1934 où, en troisième lecture, les membres du « Yuan Législatif » réintroduisirent l'article 256 sous une forme légèrement modifiée. C'est l'article 239 actuel qui prévoit *pour la femme* seulement une peine maxima d'un an de prison et qui ne punit en aucune façon l'adultère du mari.

Il est probable que cet article sera encore sujet à modifications. La question du reste est singulièrement compliquée par la question connexe du concubinage, vieille coutume, illégale désormais, mais profondément enracinée.

Il semble que le « Yuan Législatif » se soit rendu compte de la difficulté de mettre fin d'un seul coup à cette coutume millénaire, car il a voté une loi qui vient singulièrement neutraliser les conséquences de l'article 239. Le 17 mars 1935, il a décidé que « l'article 239 ne sera pas applicable aux personnes non mariées légalement, mais ayant des rapports de cohabitation, et dont l'union a pour but de vivre une vie indéfinie ».

C'est, d'une façon détournée, favoriser l'adultère des deux sexes que le législateur entendait punir, et aussi le concubinage, qui est la source de tant de maux.

L'entraînement militaire des élèves des écoles secondaires. — D'accord avec le bureau de Préparation militaire, le ministère de l'Éducation a décidé de soumettre les élèves des écoles secondaires à une préparation militaire intensive: conférences sur des sujets militaires, exercices militaires, sont obligatoires dans les écoles; en outre, une partie des élèves doivent se réunir dans des camps et s'y entraîner militairement.

C'est le 20 avril qu'a eu lieu la première « mobilisation » de ce genre; on a vu s'embarquer alors à Changhai, à la gare du Nord, à destination de Soochow, des milliers d'écoliers portant la musette et le bidon. Ils devaient faire des exercices d'entraînement pendant trois mois, puis devaient rejoindre leurs familles à l'époque des grandes chaleurs.

Il sera intéressant de connaître un peu plus tard le résultat de cette expérience, au cours de laquelle les études des élèves appelés au camp de Souchow ont été naturellement interrompues ; mais il convient de noter dès aujourd'hui quelle modification se produit dans l'esprit des Chinois. Elles sont loin, les idées des hommes d'autrefois sur la précellence des études littéraires et sur la supériorité des lettrés !

Visite de trois Tibétains au Tonkin. — Un prêtre des Missions étrangères, le P. André, qui occupe, aux frontières de la Birmanie, un des postes d'évangélisation les plus avancés vers le Tibet, profita de l'occasion qui s'offrait à lui, au moment où il rentrait en France, pour faire visiter un pays de civilisation occidentale à trois de ses ouailles, des Tibétains catholiques. Il les emmena donc avec lui à Hanoi.

Leur étonnement fut sans bornes, dit l'Agence *Fides*, à parcourir les rues de la grande ville tonkinoise. Dans les églises, ils assistèrent aux cérémonies avec leurs coreligionnaires, s'étonnant à chaque instant des merveilles qui leur tombaient sous les yeux. Mais ce fut surtout l'abondance du fer qui frappa ces pauvres gens, qui ont le plus grand mal à se procurer une pelle ou une pioche dans leurs montagnes ; ils restèrent émerveillés devant le pont Doumer, d'une longueur de 1.700 mètres, devant les rails du chemin de fer, devant les locomotives, ...dans un grand magasin, le soir, tout éclairé à l'électricité ; pour eux, le paradis ne peut pas être mieux éclairé... Et comment décrire le petit tour d'aéroplane que leur offrit aimablement le gouverneur militaire ?

En trois jours de chemin de fer, puis quarante jours à cheval, les trois Tibétains ont regagné leurs montagnes et longtemps, sans doute, ils raconteront, pendant les longues soirées d'hiver, sous la neige, leur voyage au Tonkin et leur bref séjour dans sa capitale.

JAPON

Le voyage de Sir Frederick Leith Ross. — A l'arrivée à Tokio de Sir Frédéric Leith Ross, expert financier du gouvernement anglais, les journaux japonais annoncèrent un renouveau de l'activité britannique en Extrême-Orient. Ils rappelèrent les déclarations du 12 juillet de Sir Samuel Hoare, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères :

Il est inutile de souligner l'importance que nous attachons à nos relations amicales avec le Japon et nous désirons vivement voir celles-ci se poursuivre... C'est pourquoi nous envoyons en Chine un de nos fonctionnaires et économistes les plus distingués.

Il était significatif que Sir Frédéric Leith Ross passât par Tokio pour aller à Nankin : son programme comprenait l'élaboration d'un plan de collaboration économique avec le Japon en Chine.

Une information officieuse de Londres avait apporté des précisions :

Il y a de solides raisons de penser que ce voyage marque le commencement d'une nouvelle politique constructive en Chine, remplaçant le « laissez faire » des récentes années... Il demandera la coopération du gouvernement nippon.

L'idée d'une entente économique nippo-anglaise visant la Chine aurait été suggérée par M. Matsudaira, ambassadeur du Japon à Londres, au courant des intentions de la Grande-Bretagne de participer à l'effort de rénovation économique de la Chine à la faveur de l'influence acquise par le Japon dans les régions du Nord. Mais, à Tokio, on jugea nécessaire de procéder au préalable au rajustement des relations commerciales des deux puissances

On sait que le Japon estime avoir gravement souffert des mesures tarifaires prises par les colonies anglaises contre ses importations, particulièrement de l'augmentation des droits indiens sur les tissus de coton. Aussi, dès le jour où ils recherchèrent l'amitié agissante du Japon, les Anglais comprirent-ils la nécessité de se montrer libéraux dans leur politique économique. M. Matsudaira ne manqua pas de signaler ces bonnes dispositions et, peu après l'arrivée de Sir Frédéric Leith Ross à Tokio, on annonça qu'au cours d'une conférence, les deux pays s'assureraient un régime commercial réciproquement avantageux, après quoi un programme de collaboration économique en Chine serait mis à l'étude. Cette nouvelle, il est vrai, fut démentie. Il ne fallait pas alarmer l'Amérique. La conférence aurait lieu plus tard, comme conclusion d'un échange de vues entre Tokio et Londres qui touchera non seulement aux problèmes économiques et politiques de l'Asie Centrale, mais encore à la question navale.

Un des premiers soucis de Sir Frédéric serait de remédier aux difficultés financières dont souffre la Chine et qui sont dues aux vicissitudes de la monnaie chinoise à la suite de la mise en application de la loi américaine sur l'argent. La hausse des prix a suivi la hausse de la valeur de l'argent.

L'envoyé anglais a envisagé l'octroi au gouvernement de Nankin d'un emprunt international, garanti par les puissances étrangères, d'une valeur de 200 millions de dollars yuans. L'opération entraînerait la reconnaissance du Mandchoukouo par la Grande-Bretagne et par la Chine. De plus, la livre sterling servirait de base pour la cotation de la monnaie chinoise.

Ce projet, dans sa partie politique, a été critiqué par la presse japonaise. Comment, a-t-elle demandé, la reconnaissance du Mandchoukouo faciliterait-elle la stabilité monétaire ? Et elle a dénoncé la proposition de rattachement de la monnaie chinoise à la livre comme étant inspirée par l'ambition de placer la Chine sous le contrôle économique de la Grande-Bretagne.

Ainsi Sir Frédéric Leith Ross ne paraît pas avoir de tous points réussi au Japon. Nous savons sans doute, avant la fin de l'année, s'il a été plus heureux en Chine.

Négociations russo-japonaises sur les pêcheries.

— La convention russo-japonaise sur les pêcheries signée le 8 août 1932 est venue à expiration le 4 mai de cette année. M. Hirota, ministre des Affaires étrangères de Tokio, fit connaître au

gouvernement soviétique que le Japon ne demandait pas une révision de l'ensemble du traité qui, dans ses grandes lignes, satisfait les deux parties, mais simplement l'adoption de nouvelles modalités dans l'application de certaines clauses, objet de fréquentes contestations. Moscou se déclara prêt à négocier dans le cadre et sur la base du traité en vigueur, et animé du désir d'aplanir les difficultés d'application. Il laissait entendre que son acceptation de ne pas soulever la question de la révision totale du traité devait être considérée comme une concession, car le traité était particulièrement avantageux aux Japonais.

Les négociations s'engagèrent aussitôt sur les modifications à apporter à l'accord. Bientôt le Japon reprocha à l'U. R. S. S. de rester sur la réserve dans l'examen des clauses visées, dont les principales concernaient la sécurité des zones japonaises de pêche, la réduction des droits de pêche et le système de la conservation du poisson. Sur un autre point, l'entente était difficile : Tokio désirait que le traité de 1932 fût prolongé de douze ans, une fois révisé, tandis que les Soviétiques envisageaient une prolongation de trois ans seulement.

Dans le courant de juillet, les pourparlers avancèrent ; Moscou accepta les propositions japonaises. Une seule question resta en suspens, celle du mode d'enchères pour les lots de pêche. Rappelons que, sous le régime du traité de 1932, les enchères ne furent plus, comme autrefois, une libre compétition entre pêcheurs russes et nippons ; l'Etat soviétique, étant en même temps vendeur et acheteur, troublait le jeu de l'encan... Les points de vue des deux parties étaient si éloignés que les négociations aboutirent à une impasse.

Abolition du droit japonais d'exterritorialité au Mandchoukouo. — Le 9 août, le Gaimusho, ministère des Affaires étrangères, communiquait la note suivante :

Le Gouvernement japonais, considérant que le droit d'exterritorialité de l'Empire du Japon au Mandchoukouo, ainsi que le droit d'administration de la zone du chemin de fer sud-mandchourien, constituent une forte entrave au plein développement du Mandchoukouo, et fidèle à sa politique constante d'encourager le développement de ce pays, s'est réuni en conseil de cabinet le 9 août dernier et a adopté le plan général pour l'ajustement ou l'abolition du droit d'exterritorialité selon les grandes lignes suivantes :

1° Le droit d'exterritorialité sera aboli progressivement en tenant compte du bon fonctionnement du régime et des institutions du Mandchoukouo ;

2° Le droit d'administration de la zone du chemin de fer sera ajusté ou transféré suivant chaque catégorie de droit parallèlement à l'abolition progressive du droit d'exterritorialité.

Devant cette initiative, que vont faire les puissances détentrices de ces mêmes droits reconnus par les premiers traités conclus avec la Chine ? Elles ne sauraient imiter Tokio puisqu'elles n'ont pas reconnu le Mandchoukouo et que, en dépit des faits, elles considèrent ce territoire comme une dépendance de la Chine. Mais pourront-elles

rester longtemps encore attachées à ce privilège de la juridiction consulaire ?

Privilège d'ailleurs illusoire, dont les autorités indigènes contestent maintenant l'existence. « Tant que les puissances se refusent à reconnaître le Mandchoukouo, déclarent-elles, et n'engagent pas avec lui des relations officielles, leurs sujets ne pourront jouir à l'avenir de l'exterritorialité. »

Cependant, lors de la constitution du Mandchoukouo, en 1932, le nouveau gouvernement de Sinking, appuyé par le Japon, prit la résolution de respecter tous les privilèges accordés par la Chine aux puissances. Il a tenu parole. Mais aujourd'hui, à ses yeux, l'exterritorialité ne peut pas être comprise au nombre des droits imposés par les traités. C'est que, depuis 1932, le Mandchoukouo a fait des progrès ; il a donné la preuve de sa vitalité, de ses aptitudes. Sa volonté de ne plus souffrir une diminution de sa souveraineté ne peut surprendre.

Nulle impatience d'ailleurs ! Les dirigeants de Sinking comprennent l'impossibilité d'abolir d'un coup la juridiction consulaire, la nécessité de procéder progressivement, graduellement : d'après le récent accord avec le Japon, les tribunaux consulaires japonais seront supprimés au fur et à mesure de l'amélioration de la juridiction indigène.

Un crédit important a été prévu pour la mise en train de la réforme. Dans quelques mois, les premières cours modernes de district remplaceront les anciens prétoires organisés à la chinoise et le gouvernement disposera d'un certain nombre de magistrats instruits. Des prisons modèles vont être édifiées et l'on signale la création d'écoles spéciales pour tout le petit personnel judiciaire.

La rétrocession des droits du Japon sur le Sud-Mandchourien se fera également par paliers.

BIBLIOGRAPHIE

Les épopées persanes. **Firdousi et l'épopée nationale**, par Henri Massé. Paris, Perrin, 1935, in-12 de 306 pages.

Le savant professeur de l'Ecole des Langues orientales, à qui nous devons un excellent travail sur Saadi, a donné, à l'occasion du millénaire de Firdousi, une étude très documentée, très fouillée, sur ce grand poète persan. Non content d'en raconter la vie et d'en étudier soigneusement l'œuvre maîtresse, le *Livre des Rois*, d'en faire une analyse développée et d'en montrer les mérites à l'aide d'abondantes citations, M. Henri Massé a pris grand soin d'indiquer d'abord comment s'est, avant Firdousi, constituée en Perse l'épopée nationale et ce que le poète doit à ses devanciers, puis, pour terminer, quelle influence a exercée l'œuvre de Firdousi, en Orient surtout, mais même en Occident. On ne saurait souhaiter un trop grand succès à ce livre, auquel fera suite — sans trop tarder, nous l'espérons, — un volume sur l'épopée romanesque en Perse.

Le gérant : H. COMBAT.

PARIS — SOC. GÉN. D'IMP. ET D'ÉD., 17, RUE CASSETTE.